Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 19 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°702 ■

CONTRIBUTION

Macronisme, néocolonialisme, algerophobie... et complicités

Par Yazid Ben Hounet, Anthropologue P 5

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE ET PROMOTION DES EXPORTATIONS

Les Douanes adoptent une série de mesures

La Douane algérienne multiplie ses réformes pour offrir aux opérateurs économiques un environnement plus fluide, moins coûteux et davantage orienté vers la compétitivité. Entre transformation numérique, simplification des procédures et accompagnement des exportateurs, les mesures adoptées ces derniers mois traduisent une volonté claire d'adapter l'institution aux besoins d'une économie tournée vers l'exportation et la diversification. P 3

UNIVERSITÉ DE SIDI BEL ABBES

Trois nouveaux laboratoires de recherche pour renforcer la production scientifique

La Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès s'est récemment dotée de trois nouveaux laboratoires de recherche, une initiative destinée à renforcer la production scientifique et intellectuelle, ainsi qu'à développer les études académiques liées à l'élaboration des politiques publiques et à la prise de décision, a déclaré le doyen de la Faculté, Mohamed Ouis. P 2

IL A ÉTÉ REÇU PAR LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES ENR

Un chercheur algérien invente une «valise solaire»

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, hier, au siège de son département, le chercheur algérien Abderrahmane Abane, inventeur d'un dispositif inédit . Il s'agit d'une valise intelligente équipée de mini-panneaux solaires permettant de générer de l'électricité verte pour recharger des appareils électroniques et répondre aux besoins quotidiens, particulièrement dans les zones reculées. P 2

PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Sonatrach clôture sa campagne de sensibilisation

Le groupe Sonatrach a clôturé, dimanche, les activités de la campagne nationale de sensibilisation et de prévention des accidents de la route, organisée en partenariat avec la Délégation nationale de la sécurité routière (DNSR), sous l'égide du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, indique un communiqué du groupe. P 4

TOUGGOURT

Plus de 140.000 palmiers dattiers traités contre le boufaroua P 2

45e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE LA SADC

L'Algérie réaffirme son appui à l'intégration africaine P 16

BLIDA

Des dizaines de logements raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz P 6

TOUGGOURT

Plus de 140.000 palmiers dattiers traités contre le boufaroua

Plus de 140.000 palmiers dattiers ont été traités contre le boufaroua (maladie parasitaire) dans la wilaya de Touggourt, au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris lundi de la direction locale des services agricoles (DSA). Ciblant plusieurs palmeraies à travers la wilaya dans le cadre du programme national de protection du patrimoine phoenicicole, cette campagne préventive a été lancée en juillet dernier par la DSA avec le concours des opérateurs privés, a indiqué, Amel Benhammouda, inspecteur principal au service d'inspection phytosanitaire. Comparativement aux années précédentes, la DSA a fait état d'une baisse considérable des foyers de Boufaroua dans la plupart des palmeraies de la wilaya, précisant que cette amélioration permettra d'envisager une récolte saine et de bonne qualité, lors de la prochaine campagne de cueillette. La DSA a, en coordination avec les partenaires concernés, mobilisé tous les moyens requis pour assurer le bon déroulement de la campagne de traitement des palmiers contre le Myelois (ver des dattes). Cette opération, qui est prévue pour bientôt, sera accompagnée d'une action de sensibilisation sur l'importance de la prévention précoce contre ces maladies du palmier dattier. Elle constitue une opportunité pour informer les agriculteurs des bonnes pratiques phytosanitaires, notamment le nettoyage périodique des palmeraies et le désherbage, en plus de l'utilisation rationnelle des pesticides afin d'accroître la production dattière.

IL A ÉTÉ REÇU PAR LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES ENR

Un chercheur algérien invente une «valise solaire»

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, hier, au siège de son département, le chercheur algérien Abderrahmane Abane, inventeur d'un dispositif inédit . Il s'agit d'une valise intelligente équipée de mini-panneaux solaires permettant de générer de l'électricité verte pour recharger des appareils électroniques et répondre aux besoins quotidiens, particulièrement dans les zones reculées.

Par Sirine R.

Cette rencontre, à laquelle a pris part Mme Karima Bekir Taffer, secrétaire d'État chargée des Mines, a été l'occasion pour l'inventeur de présenter en détail son innovation, baptisée « sac solaire », qui conjugue praticité, autonomie énergétique et respect de l'environnement.

Saluant cette initiative, le ministre Arkab a insisté sur l'importance de tels projets pour l'avenir énergétique du pays. « Conformément aux orientations du président de la République, notre priorité est de soutenir les compétences nationales et de transformer leurs idées en projets concrets, capables de renforcer la sécurité énergétique et de diversifier nos sources d'approvisionnement », a-t-il affirmé.

Le ministre a rappelé que l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables s'inscrit dans la stratégie nationale visant à développer les capacités de production d'électricité à partir de sources propres et à accroître leur part dans le mix énergétique. « Ces inventions incarnent l'esprit créatif de la jeunesse algérienne et contribuent directement aux efforts de transition énergétique durable», a-t-il ajouté.

À noter que le ministre Arkab avait déjà reçu, au cours des derniers mois, plusieurs inventeurs algériens activant dans les domaines de l'énergie et des mines. Ces rencontres s'inscrivent dans une démarche volontariste visant à identifier et promouvoir les initiatives locales innovantes, en leur ouvrant la voie vers une concrétisation industrielle.

En clôture de cette rencontre, le département de l'Énergie et des Mines a réaffirmé son engagement à accompagner les chercheurs et inventeurs algériens, en leur assurant un appui logistique et institutionnel et en facilitant leur mise en relation avec les entreprises et organismes spécialisés. L'objectif affiché est clair : transformer l'innovation locale en solutions concrètes au service du citoyen et du développement national.

AMBASSADE DE CORÉE EN ALGÉRIE

L'équipe nationale algérienne victorieuse de l'IYRC 2025 honorée

L'ambassade de la République de Corée en Algérie a organisé, hier à Alger, une cérémonie en l'honneur de l'équipe nationale algérienne qui a réalisé une performance exceptionnelle lors de la Compétition internationale de robotique et d'intelligence artificielle pour la jeunesse (IYRC 2025), organisée récemment en République de Corée. Les jeunes lauréats, leurs encadreurs de la start-up New Gate Robot, ainsi que des représentants d'Algeria Venture, étaient présents à cette cérémonie au cours de laquelle les exploits remarquables des prodiges algériens de la robotique ont été salués. A l'occasion de cette cérémonie, l'ambassadeur de Corée en Algérie, M. You Ki-jun, a rappelé «l'importance de cette compétition qui incarne la créativité, la vision et la détermination des jeunes dans un domaine en pleine expansion», tout en soulignant «le renforcement des liens de coopération entre les deux pays».

Il s'est également «félicité» des résultats obtenus par l'équipe algérienne, estimant qu'ils «reflètent non seulement une excellence technique, mais aussi un esprit d'innovation partagé par les deux pays».

Pour rappel, lors de l'IYRC 2025, tenue les 5 et 6 août derniers, l'équipe algérienne s'est illustrée en remportant une médaille d'or pour «MEDI-Cart», un projet novateur de robot médical doté de vision par ordinateur, une médaille d'argent pour «ECO-SORT», un robot écologique intelligent de tri des déchets et une médaille de bronze pour «Smart Zoo», un système intelligent de prise en charge des animaux basé sur l'Internet des Objets.

UNIVERSITÉ DE SIDI BEL ABBES

Trois nouveaux laboratoires de recherche pour renforcer la production scientifique et cognitive

La Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès s'est récemment dotée de trois nouveaux laboratoires de recherche, une initiative destinée à renforcer la production scientifique et intellectuelle, ainsi qu'à développer les études académiques liées à l'élaboration des politiques publiques et à la prise de décision, a déclaré le doyen de la Faculté, Mohamed Ouis. Selon la même source, cette réalisation s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant à promouvoir la recherche scientifique et à la relier aux besoins de la société. Ces structures constitueront des espaces scientifiques dédiés à l'étude des enjeux juridiques et politiques actuels, contribuant ainsi à l'élaboration de solutions innovantes face aux différents défis contemporains. M. Ouis a souligné que ces nouveaux laboratoires offriront aux chercheurs un cadre scientifique avancé pour mener des études spécialisées, publier des recherches académiques de qualité, et accompagner les doctorants, tout en valorisant les résultats scientifiques produits. Dans le même contexte, il a insisté sur l'importance pour l'université de s'ouvrir à son environnement économique et social, à travers la promotion de la recherche appliquée en phase avec les mutations du développement. Cette dynamique de recherche est de nature à améliorer la qualité de la formation académique et à renforcer le positionnement de l'université au sein du réseau des établissements d'enseignement supérieur, aux niveaux national et international.

CANICULE

La protection civile appelle les citoyens à la vigilance

La Protection civile a appelé, lundi dans un communiqué, les citoyens à la vigilance et au respect des conseils préventifs, afin de réduire les risques liés à la canicule qui touche plusieurs wilayas. La Direction générale de la Protection civile appelle à la vigilance et au respect des conseils préventifs, afin de réduire les risques liés à la canicule invitant les citoyens au strict respect des consignes de prévention, notamment à "ne pas s'exposer au soleil, en particulier les personnes âgées, celles atteintes de maladies chroniques et les enfants", indique le communiqué. Les précautions à observer consistent également, précise la même source, à "fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil, à maintenir les fenêtres et volets fermés le jour, les ouvrir la nuit pour laisser pénétrer la fraîcheur et provoquer des courants d'air lorsque la température extérieure est plus basse que celle de l'intérieur". Il est également recommandé "d'éviter les endroits confinés, baisser ou éteindre les lumières électriques et éviter de se déplacer pendant cette période, sauf nécessité et ce, tôt le matin ou tard le soir, en particulier dans les wilayas intérieur". La Protection civile conseille également les citoyens à "rester à l'ombre et ne pas s'exposer au soleil" et "au cas de nécessité, il est préférable de porter un chapeau, des vêtements légers, en coton et amples et de préférence de couleur claire", tout en "évitant les activités extérieures comme le sport, le jardinage ou le bricolage". Elle recommande notamment de "ne pas se baigner dans les réserves d'eau (barrage, retenue collinaire, mares d'eau et bassins d'eau) et les plages interdites à la baignade", invitant par ailleurs les citoyens à "aider les personnes dépendantes (nourrissons et enfants, personnes âgées, malades) en leur proposant régulièrement d'eau". Concernant les conducteurs ne disposant pas d'air conditionné dans leurs véhicules, il leur est conseillé "d'éviter les longs trajets durant la journée et de les programmer en soirée ou la nuit", et à "rester dans des endroits frais et à l'ombre et ne pas laisser les enfants seuls à l'intérieur du véhicule". Par ailleurs, la Protection civile a exhorter les citoyens à "éviter toute action pouvant provoquer un départ de feu", leur rappelant son numéro vert (1021) et son numéro d'urgence (14) afin de les appeler tout en précisant l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE ET PROMOTION DES EXPORTATIONS

Les Douanes adoptent une série de mesures

La Douane algérienne multiplie ses réformes pour offrir aux opérateurs économiques un environnement plus fluide, moins coûteux et davantage orienté vers la compétitivité. Entre transformation numérique, simplification des procédures et accompagnement des exportateurs, les mesures adoptées ces derniers mois traduisent une volonté claire d'adapter l'institution aux besoins d'une économie tournée vers l'exportation et la diversification.

Par Mourad A.

Invité de la Télévision nationale, Ammar Hamlaoui, sous-directeur de la communication à la Direction générale des Douanes, a souligné que l'action de son institution s'inscrit dans le cadre du plan national de relance économique. « Notre objectif est de réduire au maximum les délais de traitement, d'alléger les charges financières et de fluidifier les échanges commerciaux. Chaque mesure va dans le sens de l'efficacité et du soutien à l'opérateur économique », a-t-il expliqué.

L'été 2025 a été marqué par un afflux massif de la diaspora algérienne. Les services des Douanes s'y sont préparés dès avril 2025, en renforçant les effectifs au port d'Alger et en instaurant des équipes embarquées sur les navires pour délivrer directement les documents de transit.

Grâce au nouveau système numérique "ALCES", le temps de traitement a été considérablement réduit : « Nous avons atteint un délai moyen de 3 à 4 minutes par famille à bord de son véhicule », a précisé M. Hamlaoui. Au quotidien, le port d'Alger gère l'arrivée de 3 à 4 navires par jour, un flux important qui, selon le responsable, « n'a donné lieu à aucune plainte cette saison, preuve que la fluidité est au rendez-vous».

Pour les entreprises, les Douanes ont mis en place un dispositif en trois étapes afin de faciliter les opérations d'exportation. Cela commence par l'information et l'accompagnement à travers la création de cellules spécialisées et l'élaboration d'un guide de l'exportateur. Ensuite, la mise en œuvre est simplifiée grâce à des déclarations électroniques, des procédures à distance et des exonérations de contrôle physique pour les produits déclarés en bureaux intérieurs. Enfin, les contrôles sont adaptés pour donner la priorité aux exportations, notamment pour les denrées périssables comme les dattes, qui bénéficient d'un traitement accéléré. « Nous voulons éviter que la bureaucratie ne freine l'élan exportateur. Même en cas de litige, les Douanes privilégient la continuité des opérations de livraison avant de régler le différend », a ajouté M. Hamlaoui.

Le 5 août 2025, le ministère du Commerce extérieur a ordonné le déblocage immédiat des marchandises restées en souffrance dans les ports et aéroports.

L'opération, menée en coordination avec les différents acteurs économiques, a permis d'écouler l'ensemble des stocks du port d'Alger. L'objectif est de réduire les délais de séjour des conteneurs et donc leurs coûts. « Chaque jour de gagné au port, c'est une charge financière en moins pour l'opérateur », a insisté le sous-directeur. En parallèle, le développement des zones de dédouanement élargies permet désormais aux opérateurs de transférer leurs marchandises hors des ports pour les formalités douanières, allégeant ainsi la congestion et favorisant la rapidité de sortie.

Cap sur l'Afrique et compétitivité internationale

L'un des tournants majeurs reste l'introduction du nouveau système d'information "SAZ", qui offre traçabilité et transparence. « Ce dispositif numérique permettra un suivi en temps réel des marchandises, depuis leur entrée jusqu'à leur sortie du territoire. Il générera aussi des statistiques précises, utiles pour la prise de décision », a expliqué M. Hamlaoui. À terme, ce système sera interconnecté avec 14 secteurs stratégiques (banques, registre du commerce, assurances, etc.) pour simplifier l'octroi des autorisations et accélérer les transactions.

La Douane accompagne également le choix stratégique de l'Algérie de s'ouvrir davantage au marché africain. Des régimes douaniers spécifiques, tels que l'admission temporaire pour perfectionnement actif, permettent aux opérateurs d'importer des matières premières, de les transformer puis de les réexporter avec une valeur ajoutée accrue. « Ces dispositifs donnent à nos produits une meilleure compétitivité et favorisent leur insertion sur les marchés africains », a insisté M. Hamlaoui. L'exemple des dattes algériennes, bénéficiant de procédures allégées, illustre ce potentiel. Cette stratégie sera mise en avant lors du Salon du commerce intra-africain, que l'Algérie accueillera du 4 au 8 septembre 2025. Les Douanes y joueront un rôle clé en accompagnant les exportateurs et en valorisant l'image d'une administration modernisée et proactive.

Les réformes engagées par les Douanes algériennes traduisent un changement profond dans leur mission : d'une administration perçue comme un frein, elles se positionnent désormais comme un facilitateur stratégique pour les opérateurs économiques. Réduction des coûts, digitalisation, souplesse et accompagnement : autant de leviers que les autorités veulent mettre au service de la compétitivité nationale et de la conquête de nouveaux marchés, particulièrement en Afrique.

IATF À ALGER

Le ministre Zitouni préside une réunion de coordination sur le suivi des préparatifs

Par R E.

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a présidé, dimanche, une réunion de coordination avec les cadres du ministère, consacrée au suivi des préparatifs en cours pour l'organisation de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue du 4 au 10 septembre prochain à Alger, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion consacrée au suivi de l'avancement des différents préparatifs organisationnels et logistiques de cet évènement, le ministre a insisté sur la poursuite du travail et de la collaboration étroite avec le commissaire de l'IATF 2025, l'ambassadeur Larbi Latrèche, ainsi qu'avec ses adjoints, les ambassadeurs Abdelkrim Beha et Messaoud Mehila, afin d'assurer une organisation réussie à la hauteur des aspirations de l'Algérie et de ses invités africains et internationaux.

Dans ce cadre, M. Zitouni a donné des instructions pour redoubler d'efforts et renforcer le suivi sur le terrain des comités préparatoires, notamment en ce qui concerne l'aménagement des espaces réservés aux exposants, les services logistiques et la facilitation de la participation des opérateurs économiques nationaux à cet évènement continental.

LA NOUVELLE LOI SUR LES MINES PROMULGUÉE

Les éclairages des spécialistes

Synthèse M. A.

Adoptée après plus de trois années de consultations et de débats, la nouvelle loi sur les mines en Algérie, publiée au Journal officiel n°52 du 7 août 2025, marque une étape décisive dans la stratégie nationale de diversification économique. Destinée à moderniser le secteur et à attirer davantage d'investissements étrangers, cette réforme suscite l'intérêt des spécialistes qui y voient une avancée majeure pour l'industrie extractive du pays.

Cinq experts ont affirmé, dans des déclarations à la plateforme spécialisée « Attaqa.net », que la nouvelle loi minière en Algérie contribue à faire de l'État un acteur majeur sur le marché des métaux, en modernisant ses politiques législatives et réglementaires. Cela permettrait d'attirer les investissements et de développer l'exploitation des riches ressources géologiques. Pour le professeur Habbache Farès, enseignant en économie à l'université de Sétif 1, ce texte constitue une rupture avec des pratiques marquées par une lourde bureaucratie et des procédures décourageantes. « Pendant des années, les richesses minières de l'Algérie, qu'il s'agisse du phosphate, du fer, de l'or ou du zinc, sont restées largement sous-exploitées. Les obstacles administratifs et la dépendance excessive aux hydrocarbures ont freiné le développement du secteur », a-t-il expliqué. À ses yeux, les nouvelles dispositions, notamment la simplification des procédures et l'octroi d'avantages fiscaux et douaniers, représentent « une véritable chance pour attirer des capitaux et relancer la dynamique minière ». La réforme ouvre également la voie à une meilleure transparence. Le professeur Farès a insisté sur l'importance des nouvelles obligations en matière de rapports périodiques et de respect des normes environnementales : « La crédibilité du secteur repose sur la rigueur des contrôles et sur l'intégration des considérations sociales et écologiques. Cette dimension est essentielle pour rassurer investisseurs et citoyens ».

Un avis partagé par le professeur Sari Nasreddine, spécialiste des économies de l'énergie et secrétaire général du Centre algérien d'études économiques. Selon lui, la nouvelle loi constitue « une véritable avancée législative » qui reflète une vision stratégique à long terme. « L'introduction d'une plateforme numérique regroupant des données géologiques fiables est un pas décisif vers la transparence et l'efficacité », a-t-il souligné. Il a également noté la suppression de la règle du 51/49 %, remplacée par un seuil minimal de 20 % de participation nationale, comme un signal fort adressé aux investisseurs internationaux. Toutefois, il a rappelé que « le succès dépendra aussi de la formation de compétences locales en géologie et ingénierie minière, afin de limiter la dépendance aux expertises étrangères ».

De son côté, le professeur Othmane Othmania, de l'université de Tébessa, a insisté sur l'impact direct de la réforme sur le climat des affaires. « Pour la première fois, la loi permet de demander une licence d'exploitation dès la découverte d'un gisement économiquement viable », a-t-il expliqué. Autre nouveauté de taille : la possibilité pour les investisseurs étrangers de détenir jusqu'à 80 % des parts dans un projet minier, contre 49 % auparavant. « Cela traduit la volonté des autorités d'insuffler une nouvelle dynamique et de miser sur la technologie et le savoir-faire des grandes multinationales », a-t-il affirmé, tout en soulignant la nécessité de développer des industries de transformation locales, notamment dans le domaine du phosphate, afin de créer de la valeur ajoutée au-delà de l'exportation brute des minerais.

Cette ouverture accrue aux capitaux étrangers ne fait toutefois pas l'unanimité. Le juriste Kdidi Mohamed Hani, spécialiste du droit et de la gestion financière, a appelé à la prudence : « Les expériences passées avec certaines multinationales ont montré que leurs priorités étaient avant tout financières, parfois au détriment des règles environnementales ou sociales. L'Algérie doit rester vigilante ». Une inquiétude relayée également par l'expert en énergie Ahmed Tartar, qui a critiqué une « concession excessive » faite aux investisseurs internationaux. Selon lui, « l'octroi d'une participation de 80 % aux étrangers est inédit et peut être interprété comme un abandon des droits nationaux ». Il a rappelé que cette ouverture a suscité des débats intenses au Parlement et au sein de l'opinion publique, certains y voyant un risque de perte de souveraineté sur les ressources stratégiques.

Malgré ces divergences, un consensus se dégage sur un point : la nouvelle loi pourrait transformer des projets phares tels que le gigantesque gisement de Gara Djebilet, qui recèle près de 1,7 milliard de tonnes de minerai de fer. Son exploitation, facilitée par le nouveau cadre législatif, est appelée à soutenir l'industrie sidérurgique nationale, réduire la dépendance aux hydrocarbures et générer des milliers d'emplois directs et indirects. Si la réforme minière divise sur l'ampleur des concessions accordées aux investisseurs étrangers, elle fait l'unanimité sur un aspect : elle offre à l'Algérie une occasion inédite de valoriser ses ressources minières, de développer ses infrastructures et de renforcer sa souveraineté économique à travers une diversification tant attendue.

ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Fermeture de la résidence universitaire de Beni Messous pour rénovation

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, dimanche dans un communiqué, la fermeture immédiate de la résidence universitaire de Beni Messous (garçons) en vue de rénover toutes les ailes dédiées à l'hébergement des étudiants, ainsi que toutes les structures de la résidence. "Suite à une visite inopinée du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, dimanche soir, 17 août 2025, effectuée dans un certain nombre de résidences universitaires à Alger Ouest et Centre, il a été décidé la fermeture de la résidence universitaire de Beni Messous (garçons) afin de rénover toutes les ailes dédiées à l'hébergement des étudiants, ainsi que toutes les structures de la résidence, dans le cadre d'une amélioration continue des services fournis aux étudiants", précise le communiqué du ministère.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les cas particuliers seront traités du 19 au 23 août

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, ce lundi, à l'attention des titulaires du baccalauréat session 2025, que la période du 19 au 23 août prochains est réservée aux cas particuliers. Selon la même source, « les cas particuliers concernent le changement d'orientation au sein de la même ville universitaire ou vers une autre, ou encore le changement d'orientation en vue d'une inscription dans les Écoles normales supérieures et leurs annexes, ainsi que dans les filières spécifiques localisées dans les universités, selon le nombre de places pédagogiques disponibles».
Le dépôt des demandes se fait exclusivement via le portail électronique https://progres.mesrs.dz/webetu.

PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Sonatrach clôture sa campagne de sensibilisation

Le groupe Sonatrach a clôturé, dimanche, les activités de la campagne nationale de sensibilisation et de prévention des accidents de la route, organisée en partenariat avec la Délégation nationale de la sécurité routière (DNSR), sous l'égide du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, indique un communiqué du groupe. Cette campagne s'est déroulée durant la saison estivale 2025, sous le slogan: "Prudence au volant...pour la sécurité de votre famille". Lancée depuis la wilaya de Boumerdès, l'initiative a pris la forme d'une caravane itinérante qui a parcouru plusieurs wilayas côtières, dont Alger, Boumerdès, Mostaganem, Jijel et Annaba, avec l'organisation d'activités de proximité et d'information denses ciblant les différents usagers de la route, notamment les professionnels, considérés comme les plus exposés aux accidents. La campagne a également inclus des actions destinées aux estivants et aux familles, en particulier dans les zones côtières où le trafic routier est dense, mettant l'accent sur les dangers de la vitesse excessive et de la conduite imprudente, ainsi que sur l'importance du respect du code de la route. Cette initiative a connu une large participation de diverses instances sécuritaires et institutions, notamment la Gendarmerie nationale (GN), la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), la Direction générale de la Protection civile (DGPC) et des représentants de la société civile, renforçant ainsi l'aspect participatif de la campagne et contribuant à élargir son impact. A travers cette opération, Sonatrach a réaffirmé son engagement constant, dans le cadre de sa responsabilité sociale, à soutenir les efforts nationaux visant à promouvoir une culture de sécurité routière et à développer des mécanismes innovants pour réduire les accidents, afin de préserver les vies et les biens, tout en consolidant les valeurs de citoyenneté et de responsabilité au sein de la société, conclut le communiqué.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or progresse grâce à la baisse des rendements

Les prix de l'or ont enregistré de légers gains lundi, soutenus par la baisse des rendements des bons du Trésor américain, alors que les investisseurs attendaient la rencontre du président américain Donald Trump avec son homologue ukrainien Volodymyr Zelenskiy et des dirigeants européens plus tard dans la journée.
L'or au comptant a gagné 0,4 % pour atteindre 3 348,28 $ l'once à 08h40 GMT lundi, après avoir touché son niveau le plus bas depuis le 1er août. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre ont progressé de 0,3 % à 3 393,40 $.
« Le ton ferme des prix de l'or est de retour aujourd'hui, le marché flirtant avec le seuil des 3 350 $, car la combinaison de rendements faibles et d'un dollar plus faible crée indéniablement un vent favorable pour l'or », a déclaré l'analyste indépendant Ross Norman.
Les rendements de référence des bons du Trésor américain à 10 ans ont reculé après avoir atteint un sommet de plus de deux semaines.
Sur le plan géopolitique, les dirigeants européens doivent rejoindre Zelenskiy pour des discussions avec Trump plus tard ce lundi, afin d'évoquer la possibilité d'un accord pour mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

ALGER

Démantèlement d'une bande criminelle à Ouled Fayet

La Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (GN) à Ouled Fayet (Alger) a mis fin aux activités d'une bande criminelle dangereuse opérant dans le territoire d'Ouled Fayet, qui attirait des victimes, les agressait et les dépouillait de leurs biens, indique, dimanche, un communiqué de ces services. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, les éléments de la Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale à Ouled Fayet (section de Chéraga) ont mis fin aux agissements d'un gang dangereux opérant dans le territoire d'Ouled Fayet. Ce dernier attirait ses victimes, en utilisant des femmes, puis les agressait et les dépouillait de leurs biens, créant ainsi un climat d'insécurité", précise la même source. Cette opération intervient, ajoute le communiqué, suite à "plusieurs plaintes de citoyens victimes de ce gang, qui les attirait depuis les communes voisines vers les quartiers verts, les agressait à l'arme blanche et volait leurs biens. Après avoir activé l'élément de renseignement, un plan sécuritaire bien ficelé a été mis en place, avec la perquisition du domicile du principal suspect". L'opération a permis "l'arrestation de 5 individus impliqués, dont deux femmes utilisées pour attirer les victimes, puis les agresser à l'arme blanche", note le communiqué. Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause seront déférés devant les juridictions compétentes, pour "constitution d'une association de malfaiteurs en vue de préparer un vol aggravé en réunion avec usage d'armes, coups et blessures volontaires et recel de biens volés", conclut le communiqué.

TREMBLEMENT DE TERRE DANS LA WILAYA DE TÉBESSA

Pas de dégâts enregistrés

Les services de la Protection civile ont annoncé ne pas avoir enregistré de dégâts jusqu'à présent suite au tremblement de terre de magnitude 5,8 survenu dimanche soir dans la wilaya de Tébessa.
Un tremblement de terre de magnitude 5,8 sur l'échelle de Richter a été enregistré dans la wilaya de Tébessa, "nous n'avons enregistré aucun dégât jusqu'à présent", a indiqué la Protection civile dans un communiqué, ajoutant que "les opérations d'identification et de reconnaissance se poursuivent".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	430,00	0,00	1,72	2,09	7,59	8,14	1000	430 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 418,00	1414,00	-0,28	-0,96	-0,21	9,09	5,50	4892	6 917 288,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,11	5,25	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 281,00	2283,00	0,09	-0,09	0,56	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,27	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-3,76	-5,91	3,63	5,47	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Août 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	84	101	68	الطماطم	
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف	
	Ail sec	496	575	416	الثوم الجاف	
	Carotte	98	110	87	الجزر	
	Navet	145	158	131	لفت	
	Poivron	106	119	94	الفلفل الاخضر	
	Piment	121	137	104	الفلفل الحار	
	Courgette	112	126	98	الكوسة	
	Haricot vert	228	251	204	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	145	158	131	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	361	445	278	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	603	723	483	التمر	
	Banane	452	465	436	الموز	
	Melon	86	99	73	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	75	86	65	البطيخ الاحمر	
	Raisin	235	292	177	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1786	1909	1663	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	335	347	323	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

Macronisme, néocolonialisme, algerophobie… et complicités

Il souffle actuellement en France un vent mauvais, pestilentiel… algerophobe. Cela ne m'étonne guère. J'avais déjà signalé au lectorat algérien, entre 2019 et 2021, ainsi que dans mon ouvrage Hirak et propagande médiatique en contexte postcolonial (paru à l'ANEP en 2021) les arguties communicationnelles du macronisme et ses actions effectives de soutien au colonialisme makhzenien au Sahara Occidental et sioniste en Palestine. L'Algérie continue donc de déranger la macronie, leurs alliés et la caste médiatique qui leur sert de porte-voix… À cela s'ajoute bien sûr l'extrême droite nostalgique de la nuit coloniale.

Par Yazid Ben Hounet, Anthropologue

Cette haine de l'Algérie est en outre exacerbée par le génocide en Palestine . La complicité de toute une partie de l'échiquier politique, médiatique et économique français est aussi révélatrice du refoulé colonial. On a ainsi vu, plusieurs mois durant, le colonisateur français, avec l'aide de quelques plumitifs, supplétifs néocoloniaux, s'abrutir, « se réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral », pour reprendre les mots d'Aimé Césaire. On a en effet pu saisir, face à l'inaction de la France, voire sa complicité envers l'entité génocidaire, l'étendue de l'effondrement moral du gouvernement français actuel et d'une large partie du paysage médiatico-politique français.

Bruno Retailleau et l'ancien ambassadeur Xavier Driencourt , aux propos aussi détestables soient-ils, se sont surtoutmanifestés au moment du deuxième mandat de Macron, et ils ne sont malheureusement que la pointe immergée de l'iceberg. Mais le problème est à la fois plus ancien et plus profond. Pour ma part, je n'oublie pas le lapsus révélateur d'Emmanuel Macron, lorsque le 30 septembre 2021, il s'interrogeait publiquement sur l'existence d'une nation algérienne, avant la « conquête » française, et critiquait la « rente mémorielle » du « régime politico-militaire » algérien .

Il faut en outre avoir l'arrogance colonialiste chevillée au corps pour estimer que la reconnaissance officielle de la responsabilité de la France dans les assassinats de Maurice Audin, Ali Boumendjel et Larbi Ben M'hidi – faits connus de tous et en même temps une goutte d'eau dans un océan de crimes coloniaux non reconnus – susciterait à la fois la gratitude de la société et du gouvernement algériens … et une plus grande ouverture aux marchés du pays des martyrs – Allah yarham shuhadâ

La sortie publique, explicitement raciste, algerophobe, sur la prétendue dangerosité de millions d'Algériens en France, de Noelle Lenoir, ancienne ministre française, « soutien indéfectible d'Israël », et au passage de Boualem Sansal, a pu faire sursauter et réagir plusieurs collectifs anti-racistes en France. Et cela est une bonne chose. On rappellera pour situer le personnage que cette dame a été initialement élue sous l'étiquette du Parti Socialiste, puis sous celle de Divers Droite et a fini par soutenir la candidature d'Emmanuel Macron en 2017. Du pur « en même temps » donc.

Comme une petite revanche sur l'histoire, près d'un an après l'alignement du président Macron sur la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental (30 juillet 2024), 114 avocats français, membres de l'association « Pour la justice au Proche Orient », signaient le 22 juillet 2025 une requête adressée au procureur de la Cour pénale internationale (CPI). Sont cités pourcomplicité du génocide en cours à Gaza : Emmanuel Macron, François Bayrou, le ministre des Affaires Étrangères Jean-Noël Barrot, le ministre des Armées Sébastien Lecornu, et 19 députés de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale. Dans la liste, outre des députés du Rassemblement National, on trouve surtout des élus de la macronie et de leurs alliés . Et notamment la députée macroniste Caroline Yadan.

On repense alors à cette annonce programmée, télévisée, du génocide en Palestine, qui a été formulée dès le 9 octobre 2023 par Yoav Gallant, ancien ministre génocidaire de la Défense israélien, actuellement sous mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale. Douze jours plus tard, le 21 octobre, la présidente de l'Assemblé Nationale française, Yaël Braun-Pivet (une autre macroniste), accompagnée d'Éric Ciotti (alors président du parti les Républicains) et des députés Mathieu Lefèvre (également macroniste) et Meyer Habib, participait de la propagande menée par Israël, en s'affichant aux cotés de l'armée génocidaire. Trois jours après, le 24 octobre, le président français Emmanuel Macron, en visite à Jérusalem, dans les bureaux du premier ministre de l'Etat hébreu, enfonçait le clou en proposant de mobiliser la coalition internationale contre l'Etat Islamique pour « lutter contre le Hamas ». Tout cela, en ayant connaissance et peut être in fine en soutien des déclarations du ministre génocidaire de la Défense israélien.

Les chercheurs consciencieux – qui ont alerté dans les premiers temps sur le génocide en Palestine (cf. mon texte Génocide en Palestine) –continueront à faire le bilan des complicités de celles et ceux, dans la macronie et au-delà, et ils sont nombreux en France, qui criaient au « droit d'Israël de se défendre » alors que cette entité bombardait une population qu'elle occupait déjà depuis des décennies, rendant ainsi acceptable, et donc possible, l'extermination du peuple palestinien.

Il n'y a pour l'Algérie, pour les Algériennes et Algériens, aucune, mais aucune leçon à recevoir de ces néo-colons et algerophobes là… et de celles et ceux qui leur mangent dans la main ou tendent d'arrondir les angles.

Pour le bien de la France même, du moins celle qui ne se résout ni à son effondrement moral ni à son glissement dans le fascisme, il est plus que souhaitable de soutenir les actions en justice dont celles menées par l'association « Pour la justice au Proche Orient » à l'encontre de certains responsables politiques français actuels (indiqués plus haut), par l'Union Algérienne et SOS racisme contre Noelle Lenoir, par Maître Khadija Aoudia contre Bruno Retailleau.

On terminera par dire notre soutien et notre admiration pour le combat mené par Maître Khadija Aoudia, en rappelant une de ses précédentes victoires au sein des tribunaux français, celle contre les promoteurs de la thèse du « qui-tue-qui ? » .

Notes

Cf. mes textes datant de décembre 2023 - https://lundi.am/Genocide-en-Palestine - et octobre 2024 - https://lundi.am/Du-mepris-colonial-au-genocide-De-l-Algerie-a-la-Palestine

Cf. mon papier « Le texte de Xavier Driencourt : un pur condensé du complexe du colonisateur et de panique-réactionnaire », Le Soir d'Algérie, 23 janvier 2023.

Cf. à ce propos mon texte « Algérie : décoloniser le regard », paru en deux parties dans Le Soir d'Algérie du 2 et 3 aout 2022.

Génocide à Gaza : 114 avocats contre la France. Document disponible ici : https://static.blast-info.fr/attachments/stories/2025/sv9HGeEFStysHwXTqOZs9Q/attachment-7riVVmJHQua-FUNv4kuDVgA.pdf

« Suite à une longue cabale enclenchée par les 'quituquiste', deux patriotes algériens font condamner l'État français », Le Soir d'Algérie, 16 juin 2021 ; « Affaire des Patriotes de Relizane jugés en France. La défaite du 'qui-tue-qui ?' », Le Soir d'Algérie, 16 juin 2021. Cf. également mon texte « Algérie : décoloniser le regard » (version revue en novembre 2024) : https://blogs.mediapart.fr/yazidben-hounet/blog/261124/algerie-decoloniser-le-regard ; première version parue en deux parties dans Le Soir d'Algérie du 2 et 3 aout 2022.

LAGHOUAT

Réouverture du centre de vacances et de loisirs de Staoueli

Le centre de vacances et de loisirs de Staoueli (Alger) relevant de la wilaya de Laghouat a rouvert ses portes après une fermeture de quatre ans en raison d'une vaste opération de réhabilitation et de rénovation, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Cette opération de réhabilitation et de rénovation a pour objectif d'accueillir les enfants de la wilaya dans de bonnes conditions et de leur permettre de bénéficier d'un séjour agréable durant la saison estivale, a souligné la cheffe de service de l'investissement à la DJS, Abir Hadjoudja. Elle a touché l'ensemble des composantes de cette structure, y compris les installations d'hébergement, de restauration, ainsi que les aires de jeux et de loisirs, a-t-elle ajouté. Le centre a accueilli la semaine dernière un premier groupe d'enfants issus de différentes communes de la wilaya de Laghouat, dans le cadre du programme national des camps de vacances pour les wilayas de l'intérieur, au titre de la saison estivale 2025.

TIZI-OUZOU

Huit personnes blessées dans un accident de la route

Huit personnes ont été blessées légèrement dimanche dans un accident de la route survenu à Tizi-Gheniff au sud-ouest de Tizi-Ouzou, rapporte un communiqué de la direction de wilaya de la protection civile. L'accident s'est produit sur la route du village de Tahechat, dans la commune de Tizi Gheniff, suite au dérapage d'un fourgon de transport de voyageurs, a-t-on précisé de même source. Les victimes, qui souffraient de blessures légères, ont été secourues par les éléments des unités de la protection civile de Tizi-Gheniff et de Draâ El Mizan et transférées vers l'hôpital de Draâ El Mizan, a-t-on indiqué.

ACCIDENT DE LA ROUTE À ALGER

Huit morts et 327 autres blessées en 24h

Huit (8) personnes sont décédées et 327 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Aïn Defla avec 3 morts et 31 blessés, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs assurant la déserte Biskra-Oran et un camion, survenue sur l'autoroute Est-Ouest au lieudit Sidi Abed dans la commune d'Aïn Soltane.

GUELMA

Lancement de 9 projets destinés à améliorer le cadre de vie dans la commune de Bouchegouf

Pas moins de 9 projets de développement destinés à améliorer le cadre de vie des populations du centre de la commune de Bouchegouf et de plusieurs mechtas y relevant, ont été lancés depuis le début de l'année en cours (2025), a-t-on appris, dimanche, auprès de l'Assemblée populaire communale (APC).

M. Abdelhak Drablia, vice-président de l'APC de Bouchegouf, une collectivité située à quelque 35 km à l'Est de Guelma, a indiqué à l'APS que ces projets de développement sont en cours de réalisation dans le cadre du programme d'appui au développement social et économique des collectivités locales pour l'exercice 2025. Le même élu a souligné que les travaux de réalisation de ces projets qui "visent à améliorer le cadre de vie des citoyens, à améliorer les services sociaux et à renforcer les infrastructures de la commune, se poursuit à des rythmes variables d'avancement", avant de noter que plusieurs projets, qui "enregistrent des taux d'avancement allant jusqu'à 80%", devraient être bientôt achevés. Selon M. Drablia, certains de ces projets, lancés au cours de l'année, sont liés à l'amélioration de la prise en charge sanitaire des citoyens et à leur protection contre les risques de pollution de l'environnement. Il a cité, dans ce contexte, la réhabilitation des salles de soins de la cité Sidi M'hamed (Bouchegouf-centre) et de Bouriachi (un village situé à environ 2 km du chef-lieu de la commune), et le renforcement du réseau d'assainissement de la Mechta Soltani. D'autres projets liés au désenclavement et à la consolidation du réseau routier sont également en cours, selon le même élu qui a cité la réhabilitation de la route reliant la cité Sidi M'hamed à la route nationale n 16 (El Tarf-Souk Ahras par Bouchegouf) et de la section faisant la jonction entre la RN 16 et la mechta Kabès. S'agissant toujours des travaux publics au titre de l'exercice 2025, M. Drablia a fait état d'autres projets de désenclavement, notamment la réhabilitation de la route reliant la station de pompage Bouchegouf à la RN 20, l'entretien de la route reliant la mechta Benamara au cimetière de Sidi Abid, en plus de la réhabilitation de plusieurs sections de chaussées à l'intérieur de la ville, entre l'Ecole de police et la cité des 420 logements, notamment. Le vice-président de l'APC de Bouchegouf a conclu en faisant état d'une opération de rénovation et d'extension du réseau d'éclairage public dans la cité des 550 logements.

BLIDA

Des dizaines de logements raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz

Au moins 90 foyers des quartiers Hamalit- Est et de Ben Achour, des hauteurs de la commune de Blida, ont été raccordés, dimanche, au réseau électrique, tandis que 28 autres du quartier Kessasma, ont été raccordés au réseau de gaz naturel. Ces projets de développement, supervisés par le wali de Blida, Brahim Ouchen, s'inscrivent dans le cadre du programme de commémoration de la Journée nationale du Moudjahid (20 août), et prévoient l'inauguration et la pose de la 1ère pierre de plusieurs projets de développement au profit des citoyens, a indiqué le wali dans sa déclaration à l'occasion. M. Ouchen a souligné que ces opérations de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, financées par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales et le budget de la wilaya, s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à généraliser l'accès à ces deux énergies (électricité et gaz) au niveau des ensembles d'habitations, y compris ceux situés en zones montagneuses. Ces projets visent également à "rehausser le niveau du développement local et à couvrir les besoins essentiels des citoyens", a-t-il ajouté. "Des opérations similaires sont programmées durant l'année en cours pour couvrir le reste des quartiers, conformément à un plan préétabli", a souligné, pour sa part, le directeur de la société de distribution de l'électricité et du gaz de Blida (Sonelgaz), Abdelkader Madani. Dans la commune de Guerouaou, les autorités locales ont mis en service un bureau de poste à la cité Abadi. Par ailleurs, une place publique baptisée "Abdelkader El-Djilani" a été inaugurée au centre ville de Boufarik, suite à une opération de réaménagement du site d'un ancien marché anarchique.

SÉTIF

Les établissements sanitaires renforcés par plus de 300 nouveaux agents paramédicaux

Le secteur de la santé dans la wilaya de Sétif a été renforcé par 334 nouveaux agents paramédicaux de diverses spécialités répartis sur les établissements sanitaires des 60 communes de la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du secteur.

Dans une déclaration à l'APS, la cheffe du bureau d'information et de communication de la direction, Ryma Boussoir a indiqué que ces agents diplômés de l'Institut national de formation supérieure paramédicale de Sétif sont 40 infirmiers de santé publique, 36 manipulateurs d'appareils de radiologie médicale, 61 sages-femmes, 21 laborantins, 100 aides-soignants, 35 assistants dentaires, 19 puériculteurs et 22 agents dans les spécialités d'orthophonie, d'orthoprothésiste, préservation de la santé publique et d'assistants médicaux. L'affection de ces agents qui ont suivi des formations théoriques et pratiques de deux à trois années et de cinq ans pour les sages-femmes s'inscrit dans les efforts des autorités publiques pour rapprocher la santé du citoyen et assurer une couverture sanitaire de qualité, a ajouté la même source. La wilaya de Sétif compte un centre hospitalo-universitaire, 7 établissements publics hospitaliers, 4 établissements hospitaliers spécialisés en santé mère et enfants (El Eulma), rééducation fonctionnelle et motrice, psychiatrie et anti-cancer, 9 établissements publics de santé de proximité, 69 polycliniques et plus de 230 salles de soins.

Réguler l'IA ne suffit pas. Il faut démonter la logique qui l'introduit dans nos écoles

Introduire l'IA dans les écoles n'est pas un progrès, c'est un signe qui montre à quel point nous nous sommes éloignés de la finalité de l'éducation.

2e partie et fin

Par Jesse Hagopian (*)

À Vancouver, dans l'État de Washington, une faille dans la sécurité des données a révélé l'ampleur des informations personnelles, notamment sur la santé mentale et l'identité LGBTQ+, qui étaient discrètement collectées. Une étude a révélé que près de 60 % des étudiants américains s'autocensurent lorsqu'ils sont sous contrôle. Comme l'expliquent Shreya Sampath et Marisa Syed, responsables d'Encode Justice, les élèves craignent que leurs « données soient collectées et commercialisées » et que leurs camarades « s'autocensurent dans des environnements d'apprentissage censés encourager l'exploration. »

Ursula Wolfe-Rocca, enseignante dans une école défavorisée de Portland, dans l'Oregon, a décrit l'utilisation actuelle de l'IA comme étant « ad hoc », certains enseignants de son école l'expérimentant et d'autres ne l'utilisant pas du tout. Alors que son école est encore en train d'élaborer une politique officielle, elle s'inquiète de l'enthousiasme de certains membres du personnel et de l'administration pour l'IA, motivé par « un battage médiatique non fondé sur la façon dont l'IA peut aider à combler le fossé en matière d'équité. »

La description de Wolfe-Rocca est à l'image d'une tendance nationale : L'utilisation de l'IA dans les écoles est inégale et très peu règlementée, et pourtant les districts encouragent de plus en plus son adoption. Même en l'absence d'un cadre réglementaire clair, le message que reçoivent de nombreux éducateurs est que l'IA arrive et qu'on attend d'eux qu'ils l'adoptent. Pourtant, cette pression s'accompagne souvent d'une absence de discussion sérieuse sur la pédagogie, l'éthique ou les inégalités structurelles que l'IA pourrait en fait aggraver, en particulier dans les écoles défavorisées comme la sienne.

Méfiez-vous de l'élixir numérique

Dans cette ruée vers l'or qu'est l'IA aujourd'hui, les entrepreneurs du secteur de l'éducation troquent les vieux scénarios de normalisation contre de belles promesses de personnalisation, vantant les mérites de l'intelligence artificielle comme remède à tous les maux, depuis l'inégalité d'accès au soutien scolaire jusqu'au burnout professionnel des enseignants.

Prenons l'exemple de Salman Khan, fondateur de la Khan Academy, qui parle en termes élogieux du potentiel de l'IA. Khan a récemment créé Khanmigo un chatbot destiné à l'enseignement et l'a décrit comme un moyen de « démocratiser l'accès des étudiants au soutien individualisé », affirmant que celui-ci pourrait éventuellement offrir à « chaque étudiant aux États-Unis, et à terme dans le monde entier, un professeur particulier de classe mondiale ».

Le nouveau livre de Khan, Brave New Words, se lit comme une lettre énamourée à l'IA – une machine dénuée de toute émotion qui, comme il se doit, ne l'aimera jamais en retour.Il est difficile d'ignorer l'ironie du titre choisi par Khan pour son livre, Brave New Words (Le meilleur des mots), qui fait écho au roman dystopique de Huxley, Brave New World (Le meilleur des mondes), où la personnalité individuelle est effacée, l'éducation est mécanisée et la conformité est imposée par la facilité technologique. Mais plutôt que de considérer la vision de Huxley comme un avertissement, Khan semble la prendre comme un modèle, et son livre se lit comme une étude de cas sur la façon de passer à côté de l'essentiel.

Dans un exemple, Khan vante la capacité de Khanmigo à générer un plan de cours complet sur la Seconde Guerre mondiale, assorti d'objectifs et d'un sondage à choix multiples en classe.

Les élèves sont invités à choisir la « cause la plus importante » de la guerre :

A) Traité de Versailles
B) Ascension d'Hitler
C) Politiques expansionnistes de l'Axe
D) Échec de la Société des Nations

Mais les vérités difficiles à accepter sont introuvables. Khanmigo, par exemple, n'incite pas les élèves à s'interroger sur le fait qu'Hitler a ouvertement fait l'éloge des États-Unis pour les lois de ségrégation Jim Crow, les programmes eugéniques et le génocide contre les Amérindiens.

Comme tant d'autres solutions miracles pour l'éducation avant lui, Khan arrive devant la porte de l'école avec un chariot rempli d'élixirs numériques. C'est le charlatanisme classique du domaine des technologies : un discours tape-à-l'œil, des promesses grandiloquentes de révolutionner l'éducation et des concepts comportementalistes éculés présentés comme des innovations. Le béhaviorisme, une théorie qui réduit l'apprentissage à des changements de comportement observables en réponse à des stimuli externes, traite les élèves moins comme des penseurs que comme des répondeurs programmables. La vision de Khan, qui consiste à remplacer les enseignants humains par des chatbots d'IA, n'est pas démocratisante, elle est déshumanisante.

« Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de davantage d'IA, mais de davantage d'enseignants, de personnel d'encadrement et d'une véritable formation, surtout après que la crise COVID a laissé tant d'éducateurs désarmés. »

Bien loin d'être passionnantes ou innovantes, ces « solutions » automatisées s'inscrivent dans une longue tradition de technologies d'enseignement comportementalistes. Comme le montre l'historienne Audrey Watters dans Teaching Machines, les efforts de personnalisation de l'apprentissage par l'automatisation ont commencé dans les années 1920 et ont pris de l'ampleur avec les machines à enseigner de B.F. Skinner dans les années 1950. Mais ces outils ont souvent échoué, car ils reposaient sur l'hypothèse erronée selon laquelle l'apprentissage n'est qu'une réponse programmée plutôt qu'un lien humain.

En dépit de ces échecs, les élites du monde la Tech d'aujourd'hui doublent la mise. Mais soyons clairs : ce n'est pas le type d'éducation qu'ils souhaitent pour leurs propres enfants. Les riches ont des classes à effectifs réduits, des professeurs de musique, de riches bibliothèques, des programmes de littérature et de débats et des mentors humains. Nos enfants se voient proposer des robots d'intelligence artificielle dans des classes surchargées. Il s'agit d'un schéma bien connu : l'apprentissage standardisé et scénarisé pour le plus grand nombre ; la créativité et l'attention pour le plus petit nombre. Les élites prétendent que l'IA va « uniformiser les règles du jeu », mais elles se déchargent sur le public des coûts environnementaux qu'elle engendre. La formation de grands modèles d'IA consomme d'énormes quantités d'énergie et d'eau et alimente la crise climatique. Les mêmes milliardaires qui encouragent l'IA construisent des complexes privés pour protéger leurs enfants des dommages causés par leurs industries – au lieu de réglementer la tech ou de réduire les émissions, ils protègent les leurs à la fois de la pédagogie et des retombées de leur cupidité.

Em Winokur, documentaliste scolaire dans l'Oregon, a rejoint la cohorte « Innovateurs de l'IA » du Multnomah Education Service District afin de faire entendre une voix critique dans un débat dominé par le battage médiatique et l'influence de l'industrie. Elle a pu constater les contradictions de première main : « Les entreprises Tech de l'éducation n'investissent pas dans les progrès de nos étudiants ou dans la construction d'un monde plus solidaire, a-t-elle déclaré à Truthout. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de davantage d'IA – c'est de davantage d'enseignants, de personnel d'encadrement et d'une véritable formation, surtout après la crise COVID qui a laissé tant d'éducateurs désarmés. »

Bien entendu, les gestionnaires de fonds spéculatifs, les PDG et les politiciens qu'ils financent tourneront cette vision en dérision. Ils la qualifieront de peu pratique, de trop coûteuse, d'irréaliste. Ils soutiendront que l'économie ne peut pas financer l'augmentation du nombre d'éducateurs, de psychologues scolaires, de classes plus petites ou de bibliothèques scolaires dotées d'effectifs complets. Et puis, dans la foulée, ils proposeront l'IA comme solution : moins chère, plus rapide, plus facile. Leur vision est celle d'une imitation creuse et mécanisée de l'éducation.

Au-delà du robot : se réapproprier l'enseignement humain

Nombre d'éducateurs et d'étudiants n'acceptent pas passivement cet avenir dominé par l'IA. Des groupes dirigés par des jeunes, comme Encode Justice, sont à l'avant-garde de la lutte pour la régulation de l'IA. L'Algorithmic Justice League conteste la généralisation de la surveillance biométrique dans les écoles et met en garde contre les systèmes de reconnaissance faciale qui menacent la sécurité des élèves et le climat scolaire. Les efforts d'organisation tels que Black Lives Matter at School et le mouvement Teach Truth font s'inscrivent dans un mouvement grandissant qui refuse de laisser les milliardaires dicter les conditions de l'apprentissage.

Introduire l'IA dans les écoles n'est pas un progrès – c'est le signe de problèmes sous-jacents beaucoup plus profonds dans l'enseignement américain, qui montrent à quel point nous nous sommes éloignés de la finalité de l'éducation. Pendant des décennies, les décideurs politiques et les profiteurs ont troqué l'attention humaine contre des évaluations à enjeux élevés, des programmes scolaires préétablis et la surveillance. L'IA n'est pas la maladie, c'est le symptôme d'un modèle scolaire colonialiste qui est destructeur et déshumanisant, plutôt que libérateur. Cela veut dire que réguler l'IA ne suffit pas, il faut démonter la logique qui l'a introduite dans les écoles.

J'ai eu un jour un élève – je l'appellerai Marcus – qui était en dernière année de lycée et qui avait déjà été accepté dans une bonne université. Mais à la fin de l'année, ses notes ont fortement chuté et tout à coup, il risquait de ne pas obtenir son diplôme. Au fil du temps, Marcus et moi avions tissé des liens de confiance, notamment grâce à des cours sur l'histoire des Noirs et la résistance au racisme. En tant qu'élève noir à qui l'on avait longtemps caché cette histoire, il a fini par comprendre que je n'étais pas là pour lui donner des notes, le classer ou le punir, mais pour lutter contre l'injustice. Ce lien l'a aidé à s'ouvrir et à me confier qu'il était sans domicile. Une fois que j'ai compris ce qu'il vivait, je l'ai mis en contact avec des services d'aide sociale et j'ai convaincu ses autres enseignants de faire preuve de souplesse et de bienveillance. Il a finalement réussi ses examens, obtenu son diplôme et est entré à l'université.

Ce genre de sollicitude ne vient pas d'un code. Il est le fruit d'une relation humaine, ancrée dans la confiance, la justice et l'amour.

(*) Éducateur à Seattle, directeur de la campagne Teaching for Black Lives du Zinn Education Project, rédacteur pour Rethinking Schools et auteur du livre Teach Truth : The Struggle for Antiracist Education (Enseigner la vérité : la lutte pour une éducation antiraciste).

Source :Truthout, 06-07-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

COOPÉRATION

Une délégation d'entreprises syriennes attend à Riyad

Une délégation syrienne composée de représentants du secteur privé et de responsables gouvernementaux est attendue à Riyad lundi, l'Arabie saoudite renforçant son engagement à renouer avec ce pays ravagé par le conflit et à soutenir ses efforts de reconstruction.
La délégation sera conduite par Mohammad Nidal Al-Shaar, ministre syrien de l'économie et de l'industrie, a rapporté l'agence de presse saoudienne.
Cette visite fait suite au forum d'investissement syro-saoudien qui s'est tenu le mois dernier à Damas et auquel ont participé plus de 100 entreprises saoudiennes et 20 entités gouvernementales, et qui a débouché sur des contrats d'investissement d'une valeur de 6,4 milliards de dollars.
Les 47 promesses d'investissement concernaient l'immobilier, les infrastructures, la finance, les télécommunications et les technologies de l'information, l'énergie, l'industrie, le tourisme, le commerce et la santé.
Parmi ces promesses d'investissement, on compte 1,07 milliard de dollars de la part d'entreprises de télécommunications saoudiennes, dont Saudi Telecom Co. et GO Telecom, de la société de sécurité numérique Elm et de la société de cybersécurité Cipher, ainsi que 2,93 milliards de dollars pour la construction de trois nouvelles cimenteries destinées à soutenir les efforts de reconstruction de la Syrie.

TUNISIE

Le déficit énergétique à l'origine de plus de la moitié du déficit commercial global

Le secteur énergétique a connu un repli de son déficit, au cours du premier semestre de 2025, pour revenir à -5.214,8 MDT contre -5.794,1 MDT un an plus tôt, demeurant toutefois à l'origine de plus de la moitié du déficit commercial global qui a atteint -9900,5 millions de dinars (52,7%).
Ceci est attribuable, selon la BCT, à la baisse des importations (-16,3% contre +17,5%) conjuguée à la contraction des exportations (-36,3% contre +14,6%). Toutefois, le taux de couverture a reculé revenant à 18,1% contre 23,8% un an plus tôt.

ARABIE SAOUDITE

La production industrielle bondit de 7,9 % en juin

La production industrielle de l'Arabie saoudite a augmenté de 7,9 % en glissement annuel pour atteindre 111,9 en juin, grâce à un net rebond de l'industrie manufacturière et à une augmentation de la production de pétrole brut, selon les données officielles.

Les chiffres de l'Autorité générale des statistiques ont également révélé une augmentation de 1,6 % en glissement mensuel de l'indice de production industrielle, soulignant le dynamisme de l'économie non pétrolière du Royaume.
L'IPI, qui mesure les variations de la production industrielle dans les secteurs de l'exploitation minière, de la fabrication, des services publics et de la gestion des déchets, est un indicateur clé du programme de diversification Vision 2030 de l'Arabie saoudite.
Le chiffre de l'IPI de juin, qui reflète une croissance continue dans le secteur manufacturier, confirme les progrès de l'Arabie saoudite dans ses efforts de diversification économique visant à réduire sa dépendance aux revenus du pétrole brut, qui dure depuis des décennies.
Dans son dernier rapport, GASTAT a déclaré : "Les résultats préliminaires indiquent une augmentation de 7,9 % de l'IPI en juin 2025 par rapport au même mois de l'année précédente, soutenue par l'augmentation de l'activité minière et des carrières, de l'activité manufacturière, de l'activité de fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné et des activités de fourniture d'eau, d'assainissement, de gestion des déchets et de remédiation".
Les activités minières et extractives qui comprennent la production de pétrole brut ont augmenté de 6 % par an, la production saoudienne atteignant 9,36 millions de barils par jour, contre 8,83 millions de barils par jour en juin 2024.
L'autorité a révélé que le sous-indice des activités manufacturières a augmenté de 11,1 % en juin, soutenu par une augmentation de la fabrication de coke et de produits pétroliers raffinés, qui a bondi de 15,3 %, et de la production de produits chimiques et de produits chimiques, qui a augmenté de 18,7 %.
En mai, un rapport séparé publié par GASTAT a révélé que le produit intérieur brut du Royaume a augmenté de 2,7 % en glissement annuel au cours du premier trimestre, grâce à une forte activité non pétrolière.
Commentant les chiffres du PIB, le ministre saoudien de l'économie et de la planification, Faisal Al-Ibrahim, qui préside également le conseil d'administration de GASTAT, a déclaré à l'époque que la contribution des activités non pétrolières à la production économique du Royaume atteignait 53,2 %, soit une augmentation de 5,7 % par rapport aux estimations précédentes.
Le sous-indice de l'activité de fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné a augmenté de 5,6 % en juin, par rapport au même mois en 2024.
L'autorité a ajouté que le sous-indice de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de la gestion des déchets et des opérations de remédiation a augmenté de 6,9 % en juin par rapport à l'année précédente.Dans l'ensemble, l'indice des activités pétrolières a progressé de 7,7 % en juin, tandis que l'indice des activités non pétrolières a augmenté de 8,6 % au cours de la même période.
Sur une base mensuelle, l'activité manufacturière en Arabie Saoudite a augmenté de 1,4 pour cent, soutenue par la croissance de la production de coke et de produits pétroliers raffinés, qui a augmenté de 1,7 pour cent.
Par rapport au mois de mai, les activités minières et de carrières dans le Royaume ont également augmenté de 1,9 pour cent en juin.
Dans l'ensemble, l'indice des activités pétrolières a augmenté de 1,9 % en juin par rapport à mai, tandis que les activités non pétrolières ont augmenté de 1,1 % au cours de la même période.
L'indice de la production industrielle mesure les changements dans la production industrielle sur la base de la classification internationale type par industrie, couvrant les secteurs de l'exploitation minière, de la fabrication, des services publics et de la gestion des déchets.
Les données de S&P Global montrent que le secteur privé non pétrolier du Royaume est resté robuste en juillet, avec un indice des directeurs d'achat de 56,3, dépassant celui des Émirats arabes unis (52,9), du Koweït (53,5) et du Qatar (51,4).

EGYPTE ET CHINE

Un accord pour établir une usine de pneus dans la SCZone

Le projet de construction d'une usine de fabrication de pneus, qui s'inscrit dans le plan stratégique égyptien visant à localiser l'industrie automobile, se développera sur trois ans sur un site de 350 000 mètres dans la zone intégrée d'Ain Sokhna.
L'Egypte a signé, mercredi 13 août, un accord d'un milliard de dollars avec le groupe chinois Sailun afin d'établir une usine de fabrication de pneus dans la zone intégrée d'Ain Sokhna, a expliqué le conseil des ministres dans un communiqué.
Le projet sera développé sur trois ans, en trois phases, sur un site de 350 000 mètres carrés situé dans la zone de développement industriel de TEDA Egypt, qui fait partie de l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone).
Selon le communiqué, la première phase consiste à produire annuellement trois millions de pneus pour voitures et 600 000 pneus pour camions et bus, jusqu'en 2026.
Une fois la construction achevée, explique le communiqué, la capacité annuelle totale de l'usine dépassera les 10 millions de pneus, destinés à la fois à la demande intérieure et aux marchés d'exportation.
Lors de la cérémonie de signature, le Premier ministre Mostafa Madbouly a souligné que le projet s'inscrit dans la stratégie ambitieuse de l'Egypte visant à localiser l'industrie automobile et les chaînes d'approvisionnement manufacturières connexes.
Madbouly a également appelé à une coopération continue entre les secteurs public et privé pour atteindre, à court terme, un leadership régional dans la fabrication automobile.

Une pierre angulaire de la stratégie nationale

De son côté, Walid Gamal El-Din, président de la SCZone, a déclaré que le projet de fabrication de pneus constitue une pierre angulaire du plan stratégique de l'autorité.
Il a souligné que la récente tournée promotionnelle de l'autorité en Chine avait inclus des visites sur sites, des réunions avec des fabricants de véhicules électriques et de batteries de premier plan ainsi qu'une table ronde regroupant 6 des principaux fabricants chinois de pièces et d'accessoires automobiles.
Selon Walid Gamal El-Din, ces rencontres visaient à identifier les dernières technologies automobiles et à définir les exigences complètes d'investissement pour des projets similaires, notamment en matière d'énergie, de services publics, de terrains et de main-d'œuvre.
Le groupe Sailun, fondé en 2002, est l'un des plus grands producteurs chinois de pneus automobiles, avec des usines en Chine et au Vietnam. Sa production mondiale annuelle dépasse les 26,6 millions de pneus TBR (radiaux pour camions et bus), 88 millions de pneus PCR (radiaux pour voitures particulières) et 310 000 tonnes de pneus OTR (tout-terrain). Le réseau de vente et de logistique de l'entreprise s'étend sur plus de 180 pays et régions.
L'usine prévue à Sokhna devrait servir de base de fabrication régionale centrale, répondant à la demande en Egypte et sur les marchés voisins.
Environ 2 800 entreprises chinoises opèrent actuellement en Egypte, avec des investissements totaux dépassant les 8 milliards de dollars, selon l'Autorité générale pour l'investissement et les zones franches (GAFI).
L'autorité prévoit que les investissements chinois atteindront 12 milliards de dollars d'ici la fin de 2025.

ETHIOPIE

Ethio Telecom s'associe à Huawei pour renforcer ses capacités 4G

L'opérateur historique multiplie les initiatives pour répondre à la demande croissante des consommateurs et consolider sa position face à la concurrence. Pour l'exercice fiscal 2024/2025, il a annoncé un investissement d'un milliard de dollars dans son réseau.

La société publique éthiopienne, Ethio Telecom, poursuit ses efforts en faveur du déploiement de la 4G. L'opérateur historique a déployé, en partenariat avec l'équipementier chinois Huawei, un site GigaAAU FDD tri-band Massive MIMO. Cette solution technologique permet de combiner trois bandes de fréquences dans une seule antenne, optimisant ainsi l'utilisation des infrastructures tout en augmentant la capacité du réseau.

Dans un communiqué publié le vendredi 15 août 2025, Huawei indique que cette nouvelle configuration contribue déjà à absorber la hausse du trafic mobile. Le volume de données 4G aurait progressé de 70%, tandis que la vitesse moyenne constatée par les abonnés a augmenté de près de 68%.

Cette initiative intervient alors qu'Ethio Telecom accélère le déploiement de son réseau 4G. L'entreprise affirme avoir étendu les services LTE à 512 villes supplémentaires au cours de l'exercice 2024/2025 clos fin juin dernier, portant à 936 le nombre total de villes et districts couverts. Pour la même période, elle a annoncé un investissement d'un milliard de dollars dans son infrastructure télécoms.

Ces efforts interviennent dans un contexte où 56% de la population éthiopienne, estimée à 132,1 millions d'habitants, n'était pas encore couverte par la 4G en 2024, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT). L'Association mondiale des opérateurs (GSMA) estime qu'en 2023, 41% des abonnés utilisaient la 4G. En renforçant son réseau, Ethio Telecom se positionne pour capter de nouveaux abonnés, alors que la demande en connectivité haut débit continue de croître.

Selon la GSMA, l'adoption de la 4G devrait atteindre 50% des abonnements mobiles en Afrique subsaharienne d'ici 2030 contre 31% en 2023. Cette évolution devrait constituer un moteur clé des revenus des opérateurs, qui passeraient de 40 milliards de dollars en 2023 à 61 milliards de dollars en 2030. En Ethiopie, la part de la 4G dans les abonnements devrait atteindre 69% à cette échéance.

Pour rappel, au terme de l'exercice 2024/2025, Ethio Telecom a enregistré un chiffre d'affaires de 162 milliards de birrs (environ 1,15 milliard $), en hausse de 72,9% sur un an. L'entreprise revendiquait 80,3 millions d'abonnés à la téléphonie mobile et 46,6 millions d'utilisateurs d'Internet mobile.

Le déploiement de la technologie GigaAAU FDD tri-band Massive MIMO n'en est toutefois qu'à ses débuts. Si les premiers résultats paraissent encourageants, ni Ethio Telecom ni Huawei n'ont précisé l'ampleur et le calendrier de son extension, laissant en suspens la question de la couverture réelle du pays à court et moyen termes.

L'opérateur devra également composer avec une concurrence de plus en plus vive. Safaricom Ethiopia, présent sur le marché depuis 2022, a annoncé en avril 2024 un plan d'investissement de 1,5 milliard $ sur trois ans afin d'étendre son réseau et renforcer sa présence sur le marché éthiopien. L'avènement d'un troisième opérateur est également prévu par les autorités dans le cadre de la libéralisation du marché télécoms national.

NIGERIA

L'inflation globale annuelle baisse à près de 21,9% en juillet 2025

Depuis avril 2025, l'inflation au Nigeria est en baisse, passant de 23,71% à 21,88% en juillet, selon le Bureau national des statistiques (NBS).

En juillet 2025, le Nigeria a enregistré une baisse de son taux d'inflation globale annuel, qui s'établit à 21,88% contre 22,22% en juin, selon les données publiées le vendredi 15 août 2025 par le Bureau national des statistiques (NBS).

Les principaux postes de dépenses affichent une baisse modérée. L'alimentation et les boissons non alcoolisées, qui représentent la part la plus importante, sont passées de 8,89% en juin à 8,75% en juillet. Les restaurants et services d'hébergement ont reculé de 2,87% à 2,83%, tandis que le transport a diminué de 2,37% à 2,33%. L'inflation alimentaire quant à elle a atteint 22,74%, s'inscrivant en nette amélioration par rapport aux 39,53% enregistrés un an plus tôt.

Cette baisse générale de l'inflation intervient dans un contexte où l'administration du président Bola Tinubu a mis en œuvre plusieurs mesures pour contenir la hausse des prix. Parmi elles figurent l'augmentation des salaires des fonctionnaires de 25 à 35% en avril 2024, la suspension des taxes à l'importation sur certains produits essentiels comme le niébé, le maïs, le riz décortiqué et le blé, afin d'alléger le fardeau des consommateurs.

Notons qu'après le taux de 23,71% enregistré en avril 2025, une tendance à la baisse de l'inflation est observée au Nigeria. La dernière révision à la baisse du taux directeur par la Banque centrale remonte toutefois à novembre 2024, signe que la politique monétaire reste encore prudente face aux tensions inflationnistes.

KENYA

Hausse de 12 % du profit d'EABL sur son exercice financier 2025

L'Afrique de l'Est est l'une des régions les plus dynamiques pour l'industrie brassicole. La zone abrite plusieurs marchés à fort potentiel comme le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

Le groupe brassicole East African Breweries Plc (EABL) a annoncé un profit après impôts de 12,2 milliards de shillings (94,4 millions $) sur son exercice financier 2025, achevé le 30 juin dernier.

Il s'agit d'une enveloppe en hausse de 12 % par rapport à 2024 et d'un signe de reprise pour la compagnie qui a vu son bénéfice net reculer depuis le record enregistré en 2023 (15,6 milliards de shillings).

D'après l'entreprise, ce retour à la performance est le résultat des ventes nettes qui ont enchaîné une 5e année consécutive de croissance atteignant 128,8 milliards de shillings et d'une réduction des coûts financiers de 27,9 % à 5,86 milliards de shillings.

L'entreprise a également profité de l'appréciation du shilling kényan par rapport au dollar, soutenu notamment par la reprise économique au niveau national. Ce facteur lui a permis d'enregistrer un gain de change de 313 millions de shillings contre une perte de change de 3,92 milliards de shillings un an plus tôt.

« Nous restons concentrés sur l'exécution disciplinée de notre stratégie afin de continuer à nous appuyer sur la dynamique de croissance sous-jacente et de générer une croissance durable à long terme », indique EABL dans un communiqué à propos des perspectives pour son prochain exercice financier.

Du côté des analystes, on estime que la compagnie devra notamment optimiser sa stratégie marketing pour réduire le coût global de ses ventes qui a grimpé de 6 % l'année dernière à 74,7 milliards de shillings et naviguer dans un environnement marqué par la persistance de l'inflation et l'érosion du revenu disponible au niveau des ménages.

Sur un tout autre registre, plusieurs observateurs soulignent que l'année 2026 pourrait être déterminante pour la compagnie. Et pour cause, Diageo qui la détient à hauteur de 65 % compte faire un réexamen de l'ensemble de ses opérations s'étendant, outre le Kenya, à l'Ouganda et à la Tanzanie selon un article de Bloomberg News datant du 28 juillet. Une telle démarche pourrait aboutir à la vente du segment « Bières » d'EABL, évalué à 2 milliards $ d'après le média économique.

TANZANIE-BURUNDI

Un projet ferroviaire de 2 milliards $ pour renforcer les échanges commerciaux

Selon les autorités, le projet transfrontalier entre la Tanzanie et le Burundi promet de réduire considérablement les coûts et délais de transport tout en ouvrant de nouvelles perspectives commerciales régionales.

La Tanzanie et le Burundi ont donné, samedi 16 août 2025, le coup d'envoi de la construction d'une ligne ferroviaire moderne reliant Uvinza (Tanzanie) à Musongati (Burundi). Evalué à 2,15 milliards de dollars, ce projet s'étendra sur 240 kilomètres et devrait être achevé dans un délai de cinq ans, dont une année de mise en service pilote. L'accord avait été conclu entre les deux pays en janvier 2022. Cette infrastructure transfrontalière vise à transformer les échanges commerciaux. Le transport de marchandises entre Dar es Salam et Bujumbura, actuellement de 96 heures par camion, sera réduit à 20 heures en train. Le fret d'un conteneur de 20 pieds devrait également passer de 3800 à 2000 dollars. Présent à la cérémonie de lancement à Musongati, le Premier ministre tanzanien, Kassim Majaliwa, représentant la présidente Samia Suluhu Hassan, a insisté sur l'impact stratégique de ce projet. De son côté, le président burundais, Evariste Ndayishimiye a salué la concrétisation d'un rêve centenaire. Ce projet constitue un levier majeur pour la réalisation de la Vision d'un Burundi émergent en 2040 et pays développé en 2060, a-t-il indiqué.

Selon les prévisions, la ligne serait par la suite prolongée vers la République démocratique du Congo (RDC), puis jusqu'à l'océan Atlantique, afin de faciliter l'exportation des ressources minières, notamment le nickel. Elle permettra ainsi de désenclaver la région.

A terme, l'infrastructure devrait accroître la capacité de transport : un train pourra acheminer jusqu'à 3000 tonnes de marchandises contre 30 tonnes pour un camion.

Membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), la Tanzanie et le Burundi profitent de facilités dans leurs échanges commerciaux et leurs procédures douanières. En 2024, le commerce bilatéral a atteint près de 140 millions de dollars, selon l'International Trade Centre. Pour le Burundi, enclavé, cette nouvelle voie ferrée renforcera sa dépendance stratégique au port de Dar es Salam par lequel transite l'essentiel de ses importations et exportations.

BOURSE ZURICH

En baisse avant la réunion entre Trump et Zelensky

La Bourse suisse reculait légèrement lundi matin, à l'instar de la plupart des autres places européennes, les investisseurs retenant leur souffle avant la rencontre entre les présidents américain Donald Trump et ukrainien Volodymyr Zelensky ainsi que des dirigeants européens.

"L'attention se porte sur la scène géopolitique", a commenté l'analyste d'Activtrades, Frank Sohlleder. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky et des dirigeants européens se rendent en effet ce lundi à Washington pour appuyer la position de Kiev, sommé par le président américain d'accepter des concessions après le sommet Trump-Poutine qui n'a pas permis d'arrêter les combats en Ukraine.
Cette réunion "pourrait ouvrir la voie à une fin de la guerre" en Ukraine, renforçant les espoirs des investisseurs, a ajouté M. Sohlleder.
Mais pour John Plassard, "le revirement soudain de Donald Trump vers cet accord 'terre contre paix' marque une rupture géopolitique qui pourrait ébranler les alliances traditionnelles et bouleverse les attentes des marchés".
"Pour les marchés énergétiques, même un assouplissement partiel des sanctions américaines ou européennes pourrait déclencher une correction rapide des prix du pétrole brut, en particulier si les exportations russes vers l'Asie s'intensifient", a ajouté le responsable de la stratégie d'investissement de la banque Cité Gestion.
Vers 10h31 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI reculait de 0,28% à 12'040,65 points, après avoir ouvert en léger repli de 0,07%. Le SLI perdait 0,29% à 1994,92 points et le SPI abandonnait 0,17% à 16'740,49 points.
En la quasi absence de nouvelles d'entreprises, les plus fortes baisses étaient inscrites par Swatch Group (-1,8%), Geberit (-1,7%) et Amrize (-1,3%). L'horloger biennois se retrouvait dans la tourmente, après avoir dû retirer une publicité en Chine perçue comme raciste.
A l'autre bout du tableau figurait Alcon (+0,8%), qui publiera ses résultats trimestriels mardi soir. Les analystes interrogés par AWP tablent sur un chiffre d'affaires en hausse à 2,6 milliards de dollars entre avril et juin.
Swisscom (+0,8%) et Straumann (+0,6%) étaient également recherchés.
Novartis (+0,1%) qui va présenter plusieurs médicaments cardio-vasculaires au congrès de la Société européenne de cardiologie à Madrid, montait plus modestement. Les deux autres poids lourds de la cote Roche (stable) et Nestlé (-0,1%) étaient moins dynamiques.
Sur le marché élargi, Cicor (+7,3%) a remporté une commande d'environ 5 millions de francs suisses auprès d'un acteur européen de l'aéronautique et de la défense dont le nom n'est pas dévoilé.
Hiag (-0,2%) est parvenue à faire fortement progresser son profit net au premier semestre, grâce à une accélération du produit des loyers et une meilleure gestion des coûts.
La société d'investissement américaine Advent International a lancé une offre publique d'achat (OPA) sur le fabricant de puces électroniques zurichois U-Blox (-2,6%), valorisant ce dernier à 1,05 milliard de francs suisses. Advent, via sa filiale ZI Zenith, veut racheter l'ensemble des actions de la firme zurichoise pour 135,00 francs suisses par action en numéraire, soit une prime de 53% sur le cours moyen des six derniers mois.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Août 2025
Valeur : 20 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.7284	129.7434
1	EUR	EURO	151.4190	151.4495
1	GBP	POUND STERLING	175.5696	175.6375
100	JPY	JAPANESE YEN	87.9693	88.0094
1	CNY	CHINESE YUAN	18.0653	18.0694
1	CHF	SWISS FRANC	160.5748	160.6530
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.9720	94.0101
1	DKK	DANISH KRONE	20.2875	20.2914
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.5347	13.5508
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6896	12.7062
1	AED	UAE DIRHAM	35.3156	35.3293
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5730	34.5789
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.5039	424.6920
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.1860	44.6301
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3927	14.3943
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9281	24.0511
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2490	3.2591
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6439	177.6439

POINT-MARCHÉS

L'Europe en ordre dispersé, prudence sur le dossier ukrainien

Les principales Bourses européennes évoluent en ordre dispersé en début de séance lundi, le sommet très attendu entre le président américain Donald Trump et son homologue russe Vladimir Poutine n'ayant débouché sur aucune annonce concrète concernant le conflit en Ukraine.
L'attention des investisseurs se tourne désormais vers Washington où doit se tenir une réunion entre Donald Trump, le président ukrainien Volodimir Zelensky et plusieurs dirigeants européens.
À Paris, le CAC 40 perd 0,46% à 7.886,95 points vers 07h30 GMT. A Londres, le FTSE 100 prend 0,13% et à Francfort, le Dax recule de 0,21%.
L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,44%, le FTSEurofirst 300 est stable et le Stoxx 600 perd 0,1%.
Aux valeurs, Valneva grimpe de 10,7% après avoir reçu l'approbation pour commercialiser son vaccin contre le chikungunya au Canada pour les personnes âgées de 12 ans et plus.
Lanterne rouge du Stoxx 600, Commerzbank recule de 3,2%, pénalisé par un abaissement de recommandation de Deutsche Bank à "conserver" contre "achat".

PARIS

Pénalisé par le repli des bancaires à quelques jours de Jackson Hole

La Bourse de Paris cède 0,6% ce matin, autour des 7873 points, lourdement pénalisée par le secteur bancaire (-2,4% pour Credit Agricole et BNP Paribas, -2% pour Société Générale).
Si les volumes échangés sont pour l'instant faméliques, les rendez-vous géopolitiques et économiques des prochaines heures et jours incitent aussi à la prudence.
Ainsi, après la rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine organisée en Alaska, qui n'a débouché sur aucune avancée tangible, le président états-unien doit rencontrer aujourd'hui son homologue ukrainien, un événement qui pourrait donner un nouvel élan aux relations entre Washington et Kiev.
'Un cessez-le-feu en Ukraine n'est qu'une question de temps, et le thème de la reconstruction du pays prend déjà de l'ampleur', estimait ce matin Joachim Klement, analyste chez Panmure Liberum, pour lequel un tel scénario ne manquerait pas de bénéficier aux valeurs cycliques européennes.
Les marchés seront aussi attentifs, à partir de jeudi, à l'ouverture de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole (Wyoming), aux Etats-Unis, alors que les investisseurs s'interrogent sur l'évolution des politiques monétaires.
Le symposium sera dominé vendredi par l'intervention de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale.
Si aucune annonce spectaculaire n'est à envisager, les investisseurs espèrent obtenir quelques indices sur la volonté du patron de la Fed de procéder à un assouplissement monétaire très attendu le mois prochain.
Le 'rally' affiché par les marchés d'actions américains, ainsi que par leurs homologues européens, depuis cinq mois repose essentiellement sur l'espoir de voir la banque centrale américaine baisser ses taux afin de relancer une croissance américaine qui semble désormais en perte de vitesse, et ce en dépit de la persistance de l'inflation.
Si, en fin de compte, la déception était au rendez-vous, le redressement des places boursières pourrait bien s'interrompre.
Le discours de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, sera également suivi, mais il est programmé pour samedi, alors que les marchés financiers seront fermés.
Notons que la publication, mercredi soir, des 'minutes' de la dernière réunion de la Fed sera tout particulièrement scrutée, même si les intervenants ne manqueront pas de les relativiser, puisqu'elles ne tiendront pas compte des chiffres de l'emploi décevants publiés début août.
Sur l'agenda des indicateurs figurent également les indices d'activité PMI en Europe, qui devraient confirmer jeudi que le secteur manufacturier reste à la peine et que la croissance sur le Vieux Continent reste essentiellement portée par le secteur des services.
Du côté des résultats, les comptes des distributeurs américains Home Depot, Target et Walmart permettront de mesurer, au cours des prochains jours, l'impact des nouveaux droits de douane sur la consommation des ménages aux Etats-Unis.
À Londres, le Brent cède 0,4%, à 65,8 USD le baril. L'euro cède 0,1% face au billet vert, à 1,168 USD.
Dans l'actualité des sociétés tricolores, Valneva annonce que Santé Canada a accordé une autorisation de mise sur le marché à son vaccin à dose unique, Ixchiq, pour la prévention de la maladie causée par le virus du chikungunya chez les personnes âgées de 12 ans et plus.
Par ailleurs, Riber, le spécialiste des équipements d'épitaxie par jets moléculaires (MBE), fait part de la commande de deux nouveaux systèmes de production MBE 6000 par un client industriel en Asie, systèmes dont la livraison est prévue en 2025 et 2026.

UKRAINE

Zelensky appelle la Russie à “mettre fin à cette guerre rapidement”

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a appelé la Russie à "mettre fin à cette guerre qu'elle a elle-même déclenchée", à quelques heures de sa rencontre à Washington lundi avec Donald Trump, qui veut pousser Kiev à des concessions territoriales.

L'Ukraine partage "le profond désir de mettre fin à cette guerre rapidement", a déclaré le dirigeant ukrainien dimanche soir, ajoutant que "la paix (devait) être durable".
"J'espère que notre force conjointe avec l'Amérique, avec nos amis européens, contraindra la Russie à une vraie paix", a-t-il souligné sur les réseaux sociaux.
Plusieurs dirigeants européens seront présents à Washington pour appuyer la position de Kiev, sommé par le président américain d'accepter des concessions après son sommet avec Vladimir Poutine vendredi en Alaska, qui n'a pas permis d'arrêter les combats en Ukraine.
Sont attendus le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Friedrich Merz, la Première ministre italienne Giorgia Meloni, le Premier ministre britannique Keir Starmer, le président finlandais Alexander Stubb, le chef de l'Otan Mark Rutte, et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.
A quelques heures de cette rencontre, la première dans ce format depuis le début de l'invasion russe en février 2022, la Russie maintient la pression sur le terrain.
Moscou a tiré quelques 140 drones et quatre missiles balistiques dans la nuit de dimanche à lundi, a annoncé l'armée de l'air ukrainienne.
Une frappe de drone russe a fait sept morts et des blessés à Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine, selon les autorités locales.
Deux personnes ont été tuées dans des frappes ukrainiennes dans les régions de Kherson et Donetsk, dont d'importantes parties sont sous contrôle des troupes russes, selon les autorités d'occupation.
La réunion à Washington doit permettre d'aborder notamment de possibles concessions territoriales et des garanties de sécurité, pour mettre fin au conflit le plus sanglant en Europe depuis la Seconde guerre mondiale.
"Le président ukrainien Zelensky peut mettre fin à la guerre avec la Russie

presque immédiatement s'il le veut, ou il peut continuer à combattre", a averti M. Trump dans une série de messages sur son réseau Truth Social où il a mis la pression sur le dirigeant ukrainien pour renoncer à certaines de ses exigences.
"Pas question" pour Kiev de récupérer le contrôle de la Crimée annexée par Moscou en 2014, ni d'entrer dans l'Otan, a ainsi averti le milliardaire.

Concessions territoriales

Le président ukrainien s'entretiendra d'abord en tête-à-tête avec M. Trump à partir de 13H00 (17H00 GMT). Les différents dirigeants européens se joindront ensuite à eux.
Sa dernière visite à la Maison Blanche remonte au 28 février, quand il avait été réprimandé et humilié publiquement dans le Bureau ovale par Donald Trump et son vice-président JD Vance, qui lui avaient reproché son manque de reconnaissance pour le soutien américain.
Outre la question de la Crimée évoquée explicitement dimanche par Donald Trump, un responsable au courant d'échanges téléphoniques samedi entre le président américain et des dirigeants européens a affirmé à l'AFP qu'il soutenait une proposition de Moscou selon laquelle Kiev céderait les régions de Donetsk et Lougansk (est), et le front serait gelé dans celles de Kherson et Zaporijjia (sud).
L'émissaire américain Steve Witkoff a assuré que Moscou avait fait "certaines concessions" territoriales concernant "cinq régions" ukrainiennes, citant uniquement "une importante discussion sur Donetsk", région qui constitue la priorité militaire du Kremlin.

Garanties de sécurité

La question de garanties de sécurité offertes à Kiev en échange d'un compromis devrait occuper une place centrale lors des discussions de lundi.
En rentrant d'Alaska, où il a accueilli Vladimir Poutine en grande pompe, Donald Trump a évoqué la piste d'une clause de sécurité collective inspirée de l'article 5 de l'Otan, en dehors toutefois du cadre de l'Alliance atlantique, considérée par Moscou comme une menace existentielle.
Selon Emmanuel Macron, les Européens vont demander à M. Trump "jusqu'à quel point" il se joindra aux garanties de sécurité.
Le président américain a laissé entrevoir un sommet tripartite avec MM. Poutine et Zelensky, si "tout marche bien" lorsqu'il recevra le dirigeant ukrainien.
En cas d'échec des pourparlers, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, a prévenu que Washington pourrait prendre de "nouvelles sanctions" contre Moscou.
La Chine a dit lundi espérer un accord "acceptable pour toutes les parties dès que possible".
Le Kremlin, qui a l'avantage sur le front, est accusé par Kiev et ses alliés de jouer la montre en maintenant des demandes maximalistes.

CHINE

Swatch s’excuse pour une publicité jugée raciste sur les réseaux sociaux

L'horloger suisse Swatch a présenté ses excuses et retiré une publicité montrant un mannequin tirant les coins de ses yeux, après des accusations de racisme et des appels au boycott sur les réseaux sociaux chinois.
Dans un message publié samedi sur Instagram et sur le réseau social chinois Weibo, Swatch a reconnu les "récentes préoccupations concernant la représentation d'un mannequin" dans la publicité en question, et a déclaré avoir décidé de la supprimer.
"Nous nous excusons sincèrement pour toute détresse ou tout malentendu que cela a pu causer", a poursuivi la société.
De nombreux internautes ne se sont pas satisfaits de la réponse de la société et ont maintenu leurs appels au boycott des marques du groupe Swatch, qui comprennent Blancpain, Longines et Tissot.
Un utilisateur de Weibo comptant plus d'un million d'abonnés a accusé le groupe de "racisme envers les Chinois", et exigé qu'il soit sanctionné.
D'autres ont exhorté les consommateurs à boycotter la société.
La Chine est l'un des plus grands marchés du groupe Swatch, et le secteur de l'horlogerie dans son ensemble est confronté à une baisse de la demande dans le pays.
En juillet, le groupe a annoncé une baisse de 11,2% de son chiffre d'affaires net pour les six premiers mois de l'année, en raison de la faiblesse de la consommation en Chine, à Hong Kong et à Macao ainsi que sur les marchés d'Asie du Sud-Est "fortement dépendants des touristes chinois", a reconnu l'horloger suisse.
Swatch n'est pas la première marque étrangère à être accusée de racisme en Chine.
Dolce & Gabbana a été vivement critiquée en 2018 après avoir publié des vidéos promotionnelles montrant un mannequin chinois utilisant maladroitement des baguettes pour manger de la cuisine italienne.
En 2023, Dior a également suscité un tollé avec une publicité montrant un mannequin tirant, elle aussi, sur le coin de son oeil.

CANADA

Air Canada suspend la reprise de ses vols

Air Canada a suspendu dimanche soir son plan de reprise partielle des vols prévu dimanche après-midi après que ses agents de bord ont refusé d'obéir à un ordre gouvernemental de retour au travail, indique un communiqué de la compagnie aérienne. "Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) a illégalement ordonné à ses membres travaillant comme agents de bord de refuser une directive de retour au travail de la Commission canadienne des relations industrielles (CIRB)", a ajouté la plus grande compagnie aérienne du Canada dans un communiqué de presse. " Les vols reprendront lundi soir", a affirmé Air Canada. En attendant, environ 240 vols prévus à partir de dimanche après-midi ont été annulés. En règle générale, Air Canada et sa filiale Air Canada Rouge exploitent 700 vols par jour. La ministre canadienne de l'Emploi et des Familles Patty Hajdu a indiqué samedi dans une déclaration avoir exercé son autorité en vertu du Code du travail pour ordonner au CIRB d'arbitrer le différend entre Air Canada et le SCFP. Malgré huit mois de négociations sur des questions relatives à l'augmentation des indemnisations, à la rémunération du temps passé au sol, à l'amélioration des pensions de retraite et de certaines allocations et à l'allongement du temps de repos des équipages, Air Canada n'a pas été en mesure de parvenir à un projet d'accord avec le SCFP.

PRÉSIDENTIELLE EN BOLIVIE

Deux candidats de droite s’affronteront au deuxième tour

Le Tribunal suprême électoral de Bolivie a annoncé dimanche soir que l'élection présidentielle sera marquée par un second tour à la mi-octobre qui opposera deux candidats de droite à savoir Rodrigo Paz Pereira et Jorge Quiroga. Les résultats préliminaires, publiés sur le site officiel du tribunal, montrent que Rodrigo Paz Pereira, le candidat du Parti démocrate-chrétien, et Jorge Quiroga, l'ancien président et candidat de la coalition Alliance Libre, se sont classés premier et deuxième parmi les huit candidats en lice, avec respectivement 32,1% et 26,8% des voix. Pour remporter ce scrutin, un candidat à la présidence doit obtenir plus de 50% des voix, ou plus de 40% des voix tout en ayant une part de voix supérieure de plus de dix points de pourcentage à celle du candidat arrivé en deuxième position. Plus de 7,5 millions d'électeurs ont voté à l'occasion de ce premier tour dimanche. Le second tour devrait avoir lieu le 19 octobre.

SAM ALTMAN ESQUISSE LE FUTUR D'OPENAI ET CHATGPT

Vers un écosystème à la Apple ?

Sam Altman veut propulser OpenAI au-delà des simples modèles d'IA, jusqu'à un univers matériel-logiciel intégré digne d'Apple. Entre appareil signé Jony Ive, nouvelles applis et interface cerveau-machine, il dessine les contours d'une plateforme totale.

Le lancement mitigé de GPT-5 n'a pas refroidi les ambitions du patron d'OpenAI : il prépare déjà l'après-modèle. Son plan ? Multiplier les produits grand public, contrôler le design et nouer la conversation directement avec le cerveau. De quoi redéfinir le rôle même de ChatGPT dans notre quotidien.

Vers un « iPhone » de l'IA

La collaboration avec le légendaire designer d'Apple, Jony Ive, est le symbole le plus éclatant de cette nouvelle orientation. Il ne s'agit pas seulement de concevoir un appareil pour l'IA, mais de créer un objet désirable, une icône matérielle qui incarnerait la simplicité et la puissance de l'écosystème OpenAI. Un produit pensé pour être l'écrin parfait de l'intelligence artificielle de demain.

En parallèle, la nouvelle directrice des applications, Fidji Simo, a pour mission de bâtir une forteresse logicielle. Avec des projets de navigateur web et de réseau social, OpenAI ne veut plus être une simple API ou un chatbot, mais une suite d'outils cohérents. Le but est de capturer l'utilisateur à chaque étape de son parcours numérique, à la manière d'un Apple contrôlant ses services de bout en bout.

La finalité de cette double offensive matérielle et logicielle est limpide : bâtir une plateforme. Altman ne veut plus dépendre de l'App Store d'Apple ou du Play Store de Google pour toucher le grand public. En contrôlant le terminal et les applications, OpenAI pourrait imposer son propre système d'exploitation pour l'ère de l'IA.

Diversification tous azimuts

Face à une concurrence qui a rattrapé son retard sur les grands modèles de langage, OpenAI doit impérativement trouver de nouveaux relais de croissance. La vision d'Altman est de répliquer la structure d'Alphabet : un conglomérat où les bénéfices d'une branche financent les paris audacieux des autres. L'IA devient le cœur d'une galaxie d'entreprises bien plus vaste. Ces paris incluent des domaines qui

semblent tout droit sortis de la science-fiction, comme les interfaces cerveau-machine avec la startup Merge Labs. En investissant dans l'énergie, la robotique et la connexion directe au cerveau, Altman ne prépare pas le prochain trimestre, mais la prochaine décennie. Il cherche à construire les fondations d'une hégémonie technologique durable.

Cette expansion tentaculaire a un coût colossal qui rend l'introduction en bourse quasi inévitable. Pour séduire les investisseurs, OpenAI doit prouver qu'elle est bien plus que l'entreprise d'un seul produit phare, aussi populaire soit-il. Chaque nouvelle diversification est une ligne de plus dans le prospectus destiné à Wall Street.

OpenAI abandonne son costume de laboratoire de recherche pour endosser celui de géant technologique intégré. En imitant la recette d'Apple (contrôle total du matériel au logiciel) Sam Altman espère non seulement s'assurer une position dominante, mais aussi redéfinir notre interaction avec la technologie. La question n'est plus de savoir si l'IA va changer le monde, mais si ce changement portera la signature d'OpenAI.

Source : Tech Crunch

Arrêtez de payer Adobe After Effects, le motion design gratuit, c'est possible !

Pikimov se positionne comme une alternative gratuite à Adobe After Effects, accessible directement depuis un navigateur web. Lancé en bêta en janvier 2024, cet outil développé par un seul homme rivalise déjà avec les solutions payantes du géant californien. Ces dernières années, de plus en plus de professionnels en motion design sont à la recherche d'alternatives à After Effects. Malgré les diverses solutions existantes sur le marché, peu parviennent à se faire remarquer. Parmi elles, une réussit malgré tout l'exploit de sortir du lot. Baptisée Pikimov, cette solution basée sur navigateur reprend le modèle économique de Photopea pour proposer de l'animation et de la création graphique animée gratuitement.

Pikimov : la meilleure alternative gratuite à After Effects ?

Malgré leur approche commune en matière de modèle économique, Pikimov et Photopea ont opté pour des choix différents en matière d'interface. Si celle de Photopea reproduit quasi intégralement l'interface de Photoshop, le créateur de Pikimov a opté pour une disposition remaniée, mais qui demeure malgré tout suffisamment proche d'After Effects pour ne pas désorienter les utilisateurs habitués au logiciel d'Adobe.

La bibliothèque de fichiers occupe le coin supérieur gauche, la timeline s'étend en bas de l'écran, tandis que les panneaux d'effets et de transitions sont légèrement déplacés.

Pikimov intègre des fonctionnalités présentes dans les logiciels payants de motion design : suppression de fond vidéo, suivi de mouvement, génération de sous-titres, et divers effets spéciaux. Il permet également de créer et d'animer des graphiques 2D et 3D, à la manière de Blender pour la 3D, et bénéficie d'une forte réactivité aux retours de sa communauté. En effet, de nombreuses fonctionnalités devraient prochainement faire leur apparition.

D'après nos confrères du site XDA Developers, qui ont pu longuement s'essayer au logiciel, le principal défaut de Pikimov réside finalement dans l'absence de noms ou de tooltips pour certains outils, contrairement à After

Effects, ce qui demandera probablement un temps d'adaptation si vous avez passé beaucoup de temps sur le logiciel d'Adobe.

Une alternative gratuite, mais également respectueuse de vos données

Depuis sa bêta lancée en janvier 2024, Pikimov a rapidement évolué pour atteindre sa version actuelle. Contrairement à After Effects, qui nécessite un abonnement pour l'application seule ou pour l'ensemble des logiciels Adobe, Pikimov est entièrement gratuit pour quiconque souhaite l'utiliser.

Le financement repose principalement sur la publicité et le financement participatif, permettant ainsi de soutenir le projet, mais l'utilisation demeure parfaitement gratuite.

Le stockage local garantit que tout votre contenu est stocké localement sur votre ordinateur, sans aucune sauvegarde dans les bases de données Pikimov. De plus, aucun de vos contenus ou données n'est utilisé pour entraîner des modèles d'IA. Sachez enfin que Pikimov n'est pas compatible avec les navigateurs Safari et Firefox, limitant fatalement son accessibilité. En revanche, si vous êtes un utilisateur de Chrome ou Microsoft Edge, vous pourrez en profiter depuis un appareil tournant sous Windows, macOS ou Linux.

Source : XDA Developers

MODÈLES À VENIR

Le Pacchetto Titano rend la Diablo restomod encore plus savoureuse

Avec le Pacchetto Titano, Eccentrica rend son restomod de la Diablo encore plus savoureux, de sorte que cette Lamborghini sait également comment briller lors d'une escapade occasionnelle sur circuit.

En 2023, Eccentrica a présenté son interprétation contemporaine de la Diablo, promettant de construire une série de 19 exemplaires de ce ravissant restomod. Aujourd'hui, ils ajoutent l'option d'équiper cette Lamborghini du Pacchetto Titano, une mise à jour qui prépare la supercar italienne à des visites occasionnelles sur circuit.

Compteurs numériques

La carrosserie nue en fibre de carbone attire immédiatement l'attention, mais pour le reste, les changements esthétiques se limitent à un aileron supplémentaire au sommet de la poupe de la Lamborghini, qui s'étend sur toute la largeur. Vous savez, pour plus de stabilité au freinage et à grande vitesse... et pour le look aussi !

Le Pacchetto Titano dote l'intérieur, par ailleurs charmant - les compteurs numériques sont à tomber - d'un volant sport spécifique. En outre, Eccentrica apporte à la suspension quelques modifications axées pour un usage sur circuit, mais qui ne gêneront pas l'utilisation sur les routes publiques.

V12 atmosphérique

Le groupe motopropulseur de cette Lamborghini prise en main par Eccentrica est à peine touché. On retrouve donc en position centrale arrière une évolution du V12 de 5,7 litres de la Diablo originale, un moteur atmosphérique couplé à une boîte de vitesses manuelle à cinq rapports qui, ici, développe 550 ch à 7000 tr/min. Le Pacchetto Titano offrirait une réponse plus agressive à l'accélérateur.

La Diablo originale atteignait théoriquement 325 km/h, ce qui était encore un exploit dans les années 1990. Ce restomod de 1,6 tonne promet non seulement une vitesse de pointe de 335 km/h, mais aussi un sprint de 0 à 100 km/h en 3,5 s. Et encore, sans l'assistance du launch control et avec un passage de vitesses manuel.

Quiconque voit cette Lamborghini Diablo d'Eccentrica abandonne rapidement son objection à la mode du resto. Et le Pacchetto Titano ne fait que rendre cette création encore plus désirable.

Lamborghini Fenomeno : pour ceux qui trouvent la Revuelto trop banale

Le Lamborghini Centro Stilo va souffler ses 20 bougies, un anniversaire que le Taureau de Sant'Agata Bolognese célèbre avec une variation sur le thème de la Revuelto : voici la Fenomeno ! Au même titre que les Murcielago, Reventon et Aventador ont servi de base à des éditions exclusives telles que la Veneno, la Centenario et la Sian, la Revuelto a droit à un dérivé très exclusif : la Lamborghini Fenomeno. Construite en 29 exemplaires, cette Lamborghini portant le nom d'un taureau de combat mexicain célèbre le 20e anniversaire du Centro Stilo.

Vous avez dit gruyère ?

Lamborghini parle elle-même d'un design élégant, mais cela va au-delà de la carrosserie bicolore. L'aérodynamique inspirée de la catégorie GT3 la transforme en un véritable gruyère. L'arrière, doté d'un spoiler actif avec des blocs lumineux en forme de Y, semble le plus savoureux, avec ces quatre sorties d'échappement centrales et ostensiblement surélevées. L'intérieur est celui de la Revuelto, mais avec des matériaux exotiques qui visent à le relier à la course. Grâce au programme Ad Personam, les heureux acquéreurs auront la possibilité d'habiller le cockpit entièrement à leur goût.

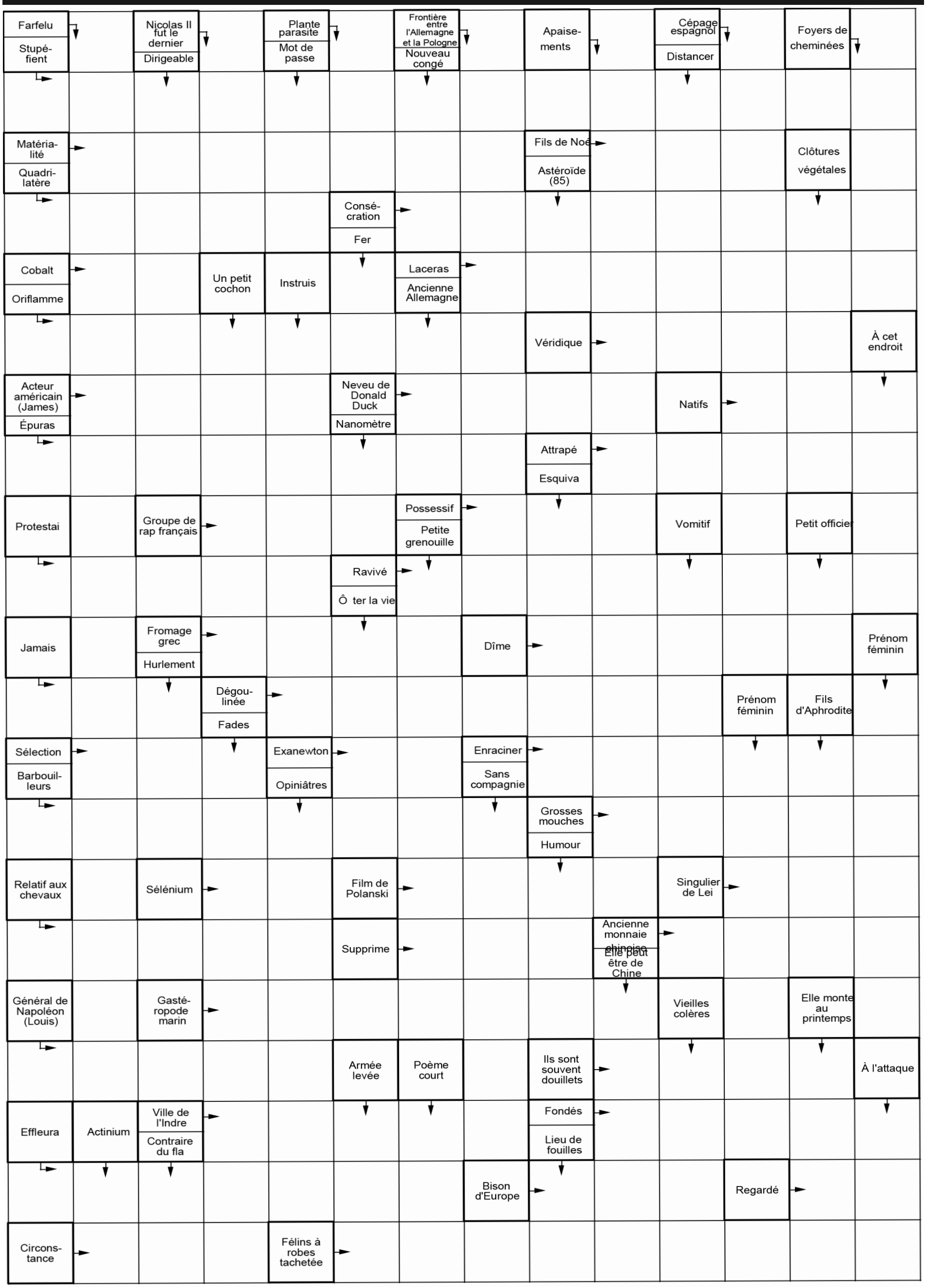
Championnats du monde d'endurance

La Lamborghini Fenomeno reprend donc les bases techniques de la Revuelto, mais les réglages des trains roulants sont un peu plus extrêmes et les pièces utilisées sont, si possible, de meilleure qualité. Ce faisant, les concepteurs et ingénieurs ont pleinement exploité le savoir-faire qu'ils ont accumulé dans le Championnat du monde d'endurance (WEC), où il faut cependant reconnaître que le constructeur italien n'a pas fait un très bon travail avec l'hypercar SC63.

Ces modifications inspirées de la course automobile ne sont pas là pour faire joli, car le V12 hybride rechargeable gagne également en puissance. Le moteur atmosphérique de 6,5 litres reçoit un nouveau cache-soupapes qui lui permet de monter en régime, de sorte que la puissance grimpe à 835 ch à 9250 tr/min. Ajoutez à cela la puissance des trois moteurs électriques et vous obtenez une puissance totale de 1080 ch.

La Fenomeno peut se targuer d'être la Lamborghini homologuée pour la route la plus rapide de l'histoire du Taureau de Sant'Agata Bolognese. Le sprint de 0 à 100 prend 2,4 s et celui de 0 à 200 km/h est effectué en 6,7 s, tandis que la vitesse de pointe est supérieure à 350 km/h.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 19 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Hausse du Brent à plus de 66 dollars

Les cours du pétrole ont augmenté lundi, après des déclarations d'un conseiller américain sur les achats indiens de brut russe. Initialement dans le rouge, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, grignotait 0,55% à 66,21 dollars vers 10H25. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, grappillait 0,70% à 63,24 dollars. Le conseiller commercial à la Maison Blanche a appelé à mettre fin aux achats de brut russe par l'Inde, dans une déclaration lundi, qui a ravivé les inquiétudes sur les flux d'approvisionnement. Cette déclaration a suscité un regain d'intérêt à l'achat sur le marché, selon les analystes estimant que "les flux énergétiques restent otages des tensions commerciales et diplomatiques".

MONNAIE

Le dollar soutenu par les perspectives d'inflation aux Etats-Unis

Le dollar progresse modestement lundi, poussé par des indices suggérant que les droits de douane décidés par le président Donald Trump auront un effet inflationniste sur les prix aux Etats-Unis, mais reste prudent avant un colloque important de banquiers centraux. Vers 11H35, le billet vert prenait 0,19% contre l'euro, à 1,1680 dollar, et grappillait 0,08% à la livre, à 1,3543 dollar. Les économistes estiment que l'envolée surprise de l'indice des prix à la production (PPI) aux Etats-Unis en juillet constituait un "obstacle important" à tout changement de ton accommodant de la part de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale (Fed) vers davantage de baisses de taux, soulignant le risque que les entreprises importatrices américaines répercutent les droits de douane sur les consommateurs. Les cambistes restent aussi attentifs à la publication mercredi du résumé ("minutes") de la dernière réunion de la banque centrale américaine de juillet, et surtout au colloque de Jackson Hole (Wyoming), qui réunit de nombreux banquiers centraux en fin de semaine. Le métal jaune fait effet de valeur refuge face à ces incertitudes géopolitiques. Lundi, il prenait 0,38% à 3.349 dollars l'once de 31,1 grammes.

45E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE LA SADC

L'Algérie réaffirme son appui à l'intégration africaine

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Selma Bakhta Mansouri, a réitéré dimanche l'engagement de l'Algérie à soutenir les efforts de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) visant à renforcer l'intégration régionale et la transformation économique en Afrique.

Dans une allocution prononcée au siège de l'ambassade de Madagascar à Alger, à l'occasion de la célébration du 45e anniversaire de la création de la Communauté, la secrétaire d'Etat a indiqué que "la SADC est devenue aujourd'hui un modèle d'intégration régionale grâce à des projets transfrontaliers ambitieux dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des transports et de l'industrialisation", ajoutant que ces initiatives "renforcent les chaînes de valeur régionales et confortent, également, la position de l'Afrique sur les marchés mondiaux, ce qui renforce la croissance durable et la résilience économique". Selon Mme Mansouri "l'intérêt porté à la compétitivité, à la diversité et à l'innovation intervient à un moment très important d'autant que notre continent cherche à se repositionner dans une économie mondiale marquée par une mutation effrénée", soulignant que l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) "demeure notre référence commune", étant le plan stratégique adopté pour un continent uni, prospère et pacifique. Elle a également rappelé que l'Algérie accueillerait la Foire commerciale intra-africaine (IATF), du 4 au 10 septembre prochain, un "événement exceptionnel qui constituera une plateforme sans précédent pour les entreprises africaines, les innovateurs, les jeunes et les femmes entrepreneures afin d'explorer les opportunités, de renforcer les partenariats et d'accélérer l'avancement vers un marché africain véritablement unifié".

Par ailleurs, la diplomate a salué la présidence par le Zimbabwe de la SADC à Alger l'année dernière, une présidence qui a été marquée par "une vision claire outre l'engagement et le dévouement", réitérant l'engagement de l'Algérie à soutenir les efforts de la SADC pour la consolidation de l'intégration régionale et de la transformation économique en Afrique. Dans un message lu par l'ambassadeur du Zimbabwe en Algérie, Vusumuzi Ntonga au nom de la SADC, le diplomate a fait savoir que la célébration du 45e anniversaire de la création de la Communauté régionale avaient pour thème "Promouvoir l'industrialisation, la transformation agricole et la transition énergétique pour une SADC résiliente", un slogan qui "traduit notre ferme détermination à ériger la région de l'Afrique australe en puissance économique compétitive et intégrée à travers l'industrialisation, l'innovation technologique, la valorisation du capital humain et la transformation agricole durable". De son côté, la Chargée d'affaires près l'ambassade de Madagascar à Alger, Jeannie Rafalimanana, dont le pays préside la SADC cette année, a mis en avant "l'importance de la solidarité et de la responsabilité partagée de la Communauté quant à la promotion de l'industrialisation et de la transition énergétique pour atteindre une communauté de développement résiliente et ériger, ainsi, l'Afrique australe en puissance économique compétitive et intégrée". La cérémonie de célébration s'est déroulée en présence des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.

CHUTE D'UN BUS DANS L'OUED EL HARRACH

Merad rend visite à des familles de victimes à Biskra et Ouled Djellal et leur présente ses condoléances

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a rendu visite, lundi matin, à des familles de victimes de la chute d'un bus dans l'oued El Harrach et leur a présenté ses condoléances et transmis les condoléances du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans la wilaya de Biskra, M. Merad, accompagné du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, du wali de Biskra, Lakhdar Sedas, et des autorités locales, a rendu visite à la famille des victimes décédées Zerigat Louiza et son fils Aloui Abdelkader, à la cité Menchi, ainsi qu'à la famille de la mère, Hachemi Fatiha, à la cité El Kours, au chef-lieu de wilaya. Le ministre a exprimé sa profonde sympathie et sa compassion aux familles des victimes de cet accident et souhaité un prompt rétablissement aux deux filles de la victime décédée, Zerigat Louiza, actuellement hospitalisées, ainsi qu'aux autres blessés. A Ouled Djellal, la délégation ministérielle a rendu visite à la famille de la victime décédée Mohamed Guitoun, dans la commune de Sidi Khaled, où elle a présenté ses condoléances et celles du président de la République.

DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

SADC réaffirme sa solidarité avec le peuple sahraoui

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont réaffirmé, lors de leur 45e sommet ordinaire, dimanche à Antananarivo, leur solidarité avec le peuple du Sahara occidental dans sa juste lutte pour son droit à l'autodétermination. "La SADC a réaffirmé sa solidarité avec le peuple du Sahara occidental dans sa quête d'autodétermination", indique le communiqué final rendu public à l'issue du 45e sommet ordinaire de l'organisation sous-régionale qui s'est tenu dans la capitale malgache. A cet égard, poursuit le document, le sommet a salué la signature d'un mémorandum d'entente entre la SADC et la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Il a réaffirmé aussi "le caractère complémentaire du processus conduit par les Nations unies relatif à l'autodétermination du Sahara occidental", et souligné l'"importance d'une harmonisation entre la mise en œuvre du mémorandum d'entente SADC-RASD, le processus onusien, ainsi que l'ensemble des initiatives entreprises par l'Union africaine (UA)" dans ce sens, selon le communiqué. La SADC avait réitéré, à plusieurs reprises, son soutien indéfectible au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, et appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à inclure dans le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso), un mécanisme de protection des droits humains dans les territoires occupés.

ORAN

Première édition du festival de gastronomie du 21 au 23 août au complexe «Les Andalouses»

La première édition du Festival de la Gastronomie se tiendra du 21 au 23 août au complexe touristique "Les Andalouses" à Oran, ont indiqué, lundi, les organisateurs. Ce festival, placé sous le haut patronage du wali d'Oran, Samir Chibani, est organisé en coordination avec la Direction locale du tourisme et de l'artisanat, le Forum national de l'artisanat, des métiers manuels et du travail familial, ainsi que l'Observatoire national du tourisme et de l'hôtellerie. Durant cette manifestation, à laquelle prendront part des chefs cuisiniers locaux, amateurs et artisans dans les arts culinaires, ainsi que dans la pâtisserie, la boulangerie et l'artisanat traditionnel, se déroulera un concours du "Meilleur restaurant d'Oran", supervisé par un jury composé de Master Chefs algériens et internationaux.

Le festival comprendra également d'autres concours culinaires, portant sur les plats traditionnels et modernes, les pâtisseries sucrées et salées, ainsi qu'un concours "Petit Chef" destiné aux enfants, selon la même source. Un salon d'artisanat sera également organisé à compter du 20 août et se poursuivra jusqu'au 1er septembre.

Il comprendra un défilé de mode mettant en valeur les tenues traditionnelles algériennes de différentes régions du pays, ainsi qu'un défilé pour enfants. Des ateliers artistiques, notamment de peinture, seront également programmés, avec la participation de peintres plasticiens, en plus d'autres activités artisanales et artistiques.